

CRISE NORD-CORÉENNE

Bruno Hellendorff et Thierry Kellner

Diplomatie, menace nucléaire
et défense antimissile



© GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admin@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée,
moyennant mention de la source et de l'auteur
Photo de couverture : « Spectacle de masse » à Pyongyang
(source : licence creative commons/Flickr/Stephan)

Prix : 8 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-072-4

Version PDF :
www.grip.org/fr/node/2250



Les rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.if6doc.com,
l'édition universitaire en ligne.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation permanente
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
www.educationpermanente.cfwb.be

Avec le soutien de la



Wallonie

Ce rapport est publié dans le cadre du programme « Cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde » subventionné par la Région wallonne. Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle de la Région wallonne.

Bruno Hellendorff et Thierry Kellner

CRISE NORD-CORÉENNE

**Diplomatie, menace nucléaire
et défense antimissile**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
--------------	---

DISSUASION ET DÉFENSE ANTIMISSILE: QUELS ENJEUX	6
1. La dissuasion nucléaire: production et vectorisation	6
2. Bref historique de la défense antimissile	8
3. Les intercepteurs	10

DE QUELLES CAPACITÉS DISPOSE LA CORÉE DU NORD ?	12
1. Le programme nucléaire nord-coréen: des débuts à 1990	12
2. Les capacités nucléaires nord-coréennes aujourd'hui	14
3. Le programme balistique nord-coréen	17

QUE VEUT LE RÉGIME DE PYONGYANG ?	21
1. Un jeu dangereux	21
2. « Un soldat sans arme est un homme de paille »	22
3. Kim Il-sung, le « <i>Juche</i> » et le nucléaire	25

CORÉE DU NORD NUCLÉAIRE: DÉVELOPPEMENTS ET MOYENS	28
1. Kim Jong-il et les crises nucléaires des années 1990 et 2000	28
2. Kim Jong-un et la fuite en avant	31
3. Depuis 2013 : une crise régionale qui n'en finit pas	33

CONCLUSION	38
------------	----

INTRODUCTION

Depuis 2011 et l'accession au pouvoir de Kim Jong-un, la Corée du Nord a considérablement accéléré ses programmes nucléaires et balistiques. Pendant la seule année 2016, Pyongyang a procédé à deux essais nucléaires et à une série de tests de missiles balistiques – plus d'une vingtaine – dont certains démontrèrent de très importants progrès technologiques et industriels. La question s'est dès lors posée, avec peut-être plus d'acuité que jamais, de savoir quelle est la meilleure réponse à apporter à cette menace grandissante. En Corée du Sud, où ce défi est rien moins qu'existential, il s'est agi de trouver les moyens d'assurer une certaine stabilité que le régime de Pyongyang cherche à miner depuis longtemps.

Plusieurs années de tensions avaient déjà fermé l'essentiel des canaux d'échanges et communication entre les deux Corées. Restait le complexe industriel de Kaesong¹, symbole d'un éventuel réchauffement des liens entre Séoul et Pyongyang et héritage d'une époque où il était encore question de négocier la fin des ambitions nucléaires des Kim. Le 10 février 2016, en réaction à un premier test nucléaire du Nord, la Corée du Sud décidait de le fermer, complètement et indéfiniment. Lorsque le régime de Kim Jong-un procéda à son second essai nucléaire de l'année, en septembre, la présidente sud-coréenne Park Geun-hye – qui avait pourtant fait campagne sur le projet d'une politique de « confiance » avec Pyongyang – décida que la seule voie qui lui était encore ouverte était la fuite en avant : quand on ne peut plus reculer, on saute. Il ne fut dès lors plus question de négociations, mais du renforcement des capacités de défense et de dissuasion à l'égard de la Corée du Nord.

Au cœur du positionnement coréen se trouve la délicate question de la « défense antimissile », c'est-à-dire des capacités nécessaires à la neutralisation de missiles ennemis. Il s'agit ici plus spécifiquement de la défense antimissile « balistique », technologiquement complexe, coûteuse et incertaine. Pour faire face à la menace du Nord, la Corée du Sud investit très substantiellement dans de telles capacités, via son alliance avec les États-Unis mais aussi de manière souveraine, au travers d'un programme en trois parties. La première partie de ce programme, le « *Korea Air and Missile Defense* » (KAMD), se rapporte aux moyens d'interception : principalement des batteries « PAC-3 Patriot » et destroyers « AEGIS » capables d'abattre des missiles balistiques de courte portée. À cela s'ajoute l'engagement des États-Unis de déployer un nouveau système : le « THAAD » pour « *Terminal High Altitude Area Defense* », plus capable que le « PAC-3 Patriot ».

1. Le complexe industriel de Kaesong est une zone spéciale en Corée du Nord, où des entreprises du Sud emploient une main d'œuvre nord-coréenne, dont le fonctionnement devait servir à aider Pyongyang à réformer son économie et à contribuer au réchauffement des relations intercoréennes. Voir : « What is the Kaesong Industrial Complex? », BBC, 10 février 2016.

Ces différents systèmes, bien que très sophistiqués, ne peuvent être efficaces à 100 % ni intercepter tous les types de missiles nord-coréens. Les deux autres parties du programme sud-coréen tiennent compte de ces limites et tentent d'y répondre par une logique de prévention et de punition. La seconde partie, appelée « *Kill Chain* », concerne des frappes préventives, qui seraient menées en cas d'attaque imminente. La troisième, dont le nom représente déjà tout un programme (« *Korea Massive Punishment and Retaliation* » ou KMPR), implique des représailles massives visant spécifiquement le leadership nord-coréen. On le conçoit dès lors aisément, la défense antimissile représente bien plus qu'un défi technologique ou purement militaire. S'y trouvent également mêlées les logiques de la diplomatie, de l'économie (car ces systèmes sont extrêmement chers), de la politique ainsi que la grammaire si particulière de la « dissuasion ».

L'enjeu de cette défense antimissile est fondamental. Moscou et Pékin craignent que le déploiement du système THAAD américain en Corée ne porte atteinte à la crédibilité de leur propre outil de dissuasion, entre autres choses². Pour la Corée du Nord, le déploiement de ce système « équivaut à risquer un désastre nucléaire »³ et ne « mènera qu'à une posture [plus] offensive [de sa part] »⁴. Au-delà du seul système THAAD, la formalisation par Séoul d'une stratégie de frappes préventives et de « décapitation » implique une plus grande imprédictibilité de la dialectique intercoréenne, avec pour horizon le spectre d'une déstabilisation profonde de la région. Un scénario d'autant plus inquiétant que la présidente « empêchée » Park Geun-hye laisse à ses successeurs un héritage politique fait d'engagements internationaux contradictoires, de canaux de communication fermés avec Pyongyang, et d'une crise de confiance sans précédent vis-à-vis de la classe politique.

La défense antimissile apparaît en réalité comme une variable clé de cette crise nucléaire coréenne. Elle consacre et répond à l'incertitude stratégique suivante : comment garantir la stabilité d'une région qui assure le plus gros de la croissance économique mondiale lorsqu'en son cœur, un acteur « joue » avec le feu nucléaire ? L'évolution de la défense antimissile en péninsule coréenne aura, à n'en pas douter, des implications sérieuses ailleurs – notamment en Europe où la défense antimissile est également un enjeu majeur entre l'OTAN et la Russie.

-
2. Ian E. Rinehart, Steven A. Hildreth & Susan V. Lawrence, *Ballistic Missile Defense in the Asia-Pacific Region: Cooperation and Opposition*. Washington D.C. : Congressional Research Service, 3 avril 2015.
 3. « Rodong Sinmun Blasts U.S. Planned Deployment of THAAD in S. Korea », KCNA, 10 décembre 2014. Le *Rodong Sinmun* est le journal officiel du Parti des travailleurs de Corée, et la KCNA est l'agence de presse officielle de Pyongyang.
 4. « Absurdity of THAAD Deployment in S. Korea Disclosed by Xinhua », *Rodong Sinmun*, 6 août 2016.

Pour appréhender cette question, il s'agit donc de comprendre à la fois les capacités nucléaires et balistiques de Pyongyang et d'évaluer ses intentions – telles qu'elles nous apparaissent au travers de son histoire contemporaine. Capacités et intentions, pour liées qu'elles soient, sont deux questions différentes et méritent une analyse en deux parties. La première partie se concentrera sur l'enjeu de la dissuasion en péninsule coréenne. Nous analyserons d'abord les fondamentaux de la production et de la vectorisation d'armes nucléaires, discuterons succinctement de la problématique de la défense antimissile, et terminerons par une discussion sur les capacités nord-coréennes dans les deux domaines du nucléaire et du balistique.

Dans la seconde partie, nous reprendrons d'abord la genèse de la problématique atomique en Corée, abordant à la fois les éléments de contexte apportés par la guerre de Corée (1950-53) et les principes de gouvernance (incluant le nucléaire) qu'en a dérivés le leader Kim Il-sung. Ensuite, nous nous pencherons en détail sur l'évolution de la Corée du Nord nucléaire, d'abord sous le « double jeu » de Kim Jong-il puis à travers « la fuite en avant » de Kim Jong-un. Nous clôturons ce survol par une appréhension critique de la réponse internationale au défi que pose le régime de Pyongyang aujourd'hui.

Cette analyse en deux parties reprend de la sorte les deux analyses publiées par le GRIP en novembre 2016⁵.

5. Bruno Hellendorff, « Corée du Nord : Questions nucléaires et balistiques », Note d'Analyse du GRIP, 2 novembre 2016 ; Bruno Hellendorff & Thierry Kellner, « Corée du Nord : le scénario du pire ? », Note d'Analyse du GRIP, 14 novembre 2016.

DISSUASION ET DÉFENSE ANTIMISSILE :

QUELS ENJEUX ?

1. La dissuasion nucléaire : production et vectorisation

Il existe deux « routes » vers la production d'armes nucléaires : celle de l'uranium et celle du plutonium. Les bombes à uranium sont plus simples à développer, mais requièrent de l'uranium « enrichi », où la proportion d'un isotope particulier, l'²³⁵U ou « uranium 235 », est artificiellement augmentée. À l'état naturel, l'uranium est composé de 99,3 % d'uranium 238 et de 0,7 % d'uranium 235. Une bombe nucléaire, qui tire son énergie de la fission atomique, nécessite une « masse critique » d'uranium où la concentration en uranium 235 a été augmentée à environ 90 %⁶.

La difficulté se trouve dans le fait que les isotopes ²³⁵U et ²³⁸U ont les mêmes propriétés chimiques ; ils doivent donc être séparés selon des méthodes et avec des installations particulièrement lourdes et complexes⁷. Ce processus d'enrichissement n'est généralement pas discret.

L'enjeu de l'enrichissement de l'uranium s'invite ainsi de façon régulière dans les débats internationaux relatifs à la prolifération de technologies et capacités nucléaires : enrichir de l'uranium au seuil de 3 à 5 % (en uranium 235), ce qui en fait de l'« uranium faiblement enrichi » tel qu'utilisé dans les réacteurs civils, est déjà un accomplissement en termes technologiques et industriels. Bien qu'il existe une série de techniques d'enrichissement, capitalisant sur la très faible différence de masse entre uranium 235 et 238, il s'agit la plupart du temps de faire passer de l'hexafluorure d'uranium (UF₆) dans une série de centrifugeuses. Passer à un enrichissement de 20 % représente également une avancée importante : au-delà de ce seuil, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) a d'ailleurs choisi de considérer cet uranium « hautement enrichi » de manière similaire au plutonium. Au-delà de 20 %, la masse critique nécessaire à une bombe diminue très rapidement, et l'enrichissement perd toute valeur dans un cadre civil.

6. Le fonctionnement est le suivant : un noyau d'uranium 235, lorsqu'il capture un neutron, se fissionne en dégageant de l'énergie et en libérant d'autres neutrons (généralement deux ou trois). Lorsque ces derniers sont capturés par d'autres noyaux d'uranium 235, et ainsi de suite, une réaction en chaîne se produit : c'est l'explosion nucléaire.

7. Allan S. Krass, Peter Boskma, Boelie Elzen & Wim A. Smit, *Uranium Enrichment and Nuclear Weapon Proliferation*. Londres, SIPRI (Taylor&Francis), 1983.

Les bombes à plutonium sont plus complexes à développer, mais nécessitent moins de matière fissile (de 4 à 8 kg de plutonium suffisent alors qu'il en faut entre 8 et 25 kg d'uranium hautement enrichi ou « UHE »⁸). Le plutonium n'existe pas à l'état naturel, il est produit dans des réacteurs nucléaires par l'irradiation d'uranium 238 présent dans le combustible : lorsqu'il absorbe un neutron, l'uranium 238 se dégrade en plutonium (dont il existe vingt isotopes, les plus stables étant le Plutonium 244, 242 et 239 – c'est ce dernier (²³⁹Pu) qui est utilisé dans les bombes au plutonium). Pour séparer ce plutonium de l'uranium et des autres produits de fission, il s'agit de traiter le combustible nucléaire usé par différents procédés chimiques. Là encore, le processus de « traitement » demande certaines installations spécifiques.

Acquérir la « masse critique » nécessaire à la constitution d'une bombe nucléaire présuppose, dans l'une ou l'autre filière, la maîtrise de nombreuses compétences et d'importantes installations industrielles. Mais cela ne suffit pas. Pour disposer d'une arme nucléaire, il faut également maîtriser d'autres technologies, relatives à la mise à feu notamment, ce qui requiert une série de tests. Le développement d'une bombe thermonucléaire ou « bombe H », plus puissante qu'une « bombe A »⁹, requiert à son tour d'importants progrès technologiques.

En termes militaires, disposer d'une bombe nucléaire n'équivaut pas à disposer d'une capacité de dissuasion. Une bombe requiert un vecteur, c'est-à-dire un moyen de la déplacer – rapidement, précisément et avec une faible chance d'interception – vers sa cible. Trois options s'offrent aux États cherchant à disposer d'une telle capacité de dissuasion : la voie aérienne, la voie sous-marine et la voie balistique. La première consiste à embarquer des armes nucléaires sous forme de bombe ou de missile de croisière dans des avions de combat. La seconde consiste à installer des missiles (balistiques le plus souvent) dans des sous-marins.

La troisième consiste à placer une ogive nucléaire sur des missiles balistiques. Ces derniers, comme leur nom l'indique, suivent une trajectoire balistique après une forte impulsion de départ. Ils sont le plus souvent catégorisés selon leur portée : courte (de 300 à 1 000 km), moyenne (de 1 000 à 3 000 km), intermédiaire (de 3 000 à 5 500 km) ou intercontinentale (au-delà de 5 500 km). Les missiles balistiques suivent une trajectoire en trois phases : une phase propulsive, qui leur confère leur vitesse et détermine leur portée ; une phase dite « balistique », lors de laquelle le missile suit une trajectoire prévisible (car obéissant aux lois de Kepler) ; et une phase terminale, lors de laquelle le missile peut parfois effectuer quelques manœuvres (il est dit « semi-balistique » ou manœuvrant) avant d'atteindre sa cible.

8. L'AIEA a défini les quantités « significatives » (minimales nécessaires pour qu'une réaction en chaîne puisse se produire) à 25 kg d'uranium 235 fortement enrichi ou 8 kg de plutonium 239. « Avec un réflecteur correct, moins de 50 % de ces quantités peuvent suffire pour constituer une masse critique ». « Glossaire sur les armes nucléaires » *Bureau des affaires du désarmement des Nations unies*, non daté.

9. La bombe atomique ou « bombe A » fonctionne sur le principe de fission nucléaire. La bombe à hydrogène ou « bombe H » fait intervenir un processus de fusion nucléaire. La bombe H est composée de deux parties : la première est une bombe A « classique » qui, par irradiation, enclenche une réaction de fusion dans la seconde, constituée de noyaux d'hydrogène.

« La vitesse acquise au lancement est déterminante », rappelle François Deneu (de l'entreprise *Astrium*), « la portée maximale en dépend directement : de 1,5 km/s (Mach 5, 5 400 km/h) pour une portée de 300 km à plus de 6 km/s (Mach 20, 21 600 km/h) pour une portée de 6 000 km »¹⁰.

Pour pouvoir intégrer une bombe nucléaire à un missile balistique, il est donc nécessaire de maîtriser à la fois les technologies du cycle nucléaire (pour la production et la constitution d'une masse critique de matières fissiles), les technologies de mise à feu et de miniaturisation d'une ogive nucléaire (pour intégration sur un missile), les technologies balistiques relatives à la propulsion, au guidage et au ciblage d'un missile, les technologies balistiques et spatiales nécessaires à la mise en œuvre de missiles de plus longue portée (étagement, précision du tir, propulsion...) et enfin, certaines technologies supplémentaires relatives au brouillage, à l'entrée dans l'atmosphère en phase descendante, au « MIRVage »¹¹, etc.

2. Bref historique de la défense antimissile

Depuis le début des années 1950 déjà, les États-Unis caressent le rêve de développer un système efficace de protection contre les attaques balistiques¹². Pourtant, dans le cadre de la Guerre froide, la sédimentation dans le champ politique du concept de « dissuasion » a fait de cette ambition un problème majeur. Le principe de la dissuasion voulait que les États-Unis d'un côté et l'Union soviétique de l'autre trouvent dans leur armement nucléaire respectif une force de frappe suffisante pour empêcher l'autre de les attaquer. Les armes offensives terrifiantes qu'ont rapidement constituées les missiles balistiques intercontinentaux étaient la « garantie », de part et d'autre, que l'adversaire n'attaquerait pas sans y réfléchir à deux fois. Une garantie fragile et imparfaite que les gouvernements américains et soviétiques s'attachaient à renforcer l'un et l'autre par une course aux technologies nucléaires, spatiales et balistiques.

En d'autres termes, les armements offensifs étaient, dans le cadre si particulier de la dissuasion, « défensifs » : leur puissance devait protéger, par la peur, d'une attaque ennemie. Lorsqu'États-Unis et Union soviétique se mirent à développer des systèmes de défense contre ces missiles, dès les années 1960, les états-majors s'inquiétèrent d'une « détérioration possible » de leur capacité de dissuasion : les armes défensives apparaissaient alors comme plus déstabilisantes, plus « offensives », que les armes – c'est-à-dire les missiles balistiques – qu'elles devaient abattre. Pour « préserver » l'instrument de la dissuasion, et limiter le développement de nouveaux missiles balistiques plus « offensifs », Washington et Moscou s'accordèrent sur un traité limitant les armements de défense antimissile, le traité ABM (pour « *anti-ballistic missile* »), qui entra en vigueur en 1972 et fournit le socle d'une série d'autres traités bilatéraux (SALT I et II, INF...).

10. François Deneu, « L'approche «Astrium» de la défense antimissile balistique européenne », *Bulletin d'études de la Marine*, n° 50, octobre 2010, p. 53.

11. La technologie des « *Multiple independently targetable reentry vehicle* (MIRV) » concerne l'intégration d'une série d'ogives au sein d'un même missile.

12. Voir : Center of Military History, *History of Strategic Air and Ballistic Missile Defense. Vol. I et II*. Washington D.C. : Center of Military History, non daté. Disponibles en ligne : <http://www.history.army.mil/html/books/bmd/index.html>

Au sortir de la Guerre froide, la dissuasion nucléaire n'a pas disparu du paysage stratégique mondial mais a pris un nouveau tour. De nouveaux acteurs étaient apparus, les technologies nucléaires et balistiques avaient « proliféré », et le duopole américano-soviétique n'existait plus. Ce contexte a offert à Washington l'opportunité de réinvestir le créneau de la défense antimissile qui, depuis le fameux projet « star wars » (la *Strategic Defense Initiative* ou « SDI ») de l'administration Reagan, était redevenu un enjeu politique et militaire majeur¹³. Dès 2002, les États-Unis s'affranchissaient du Traité ABM. Pour autant, les obstacles au développement de la défense antimissile balistique (ou « DAMB ») n'ont pas disparu, bien au contraire.

Tout d'abord, les coûts d'une telle technologie sont prohibitifs. Les États-Unis auraient dépensé plus de 200 milliards de dollars dans leur programme de DAMB depuis les années 1950, et auraient prévu d'y consacrer 38 milliards supplémentaires sur la seule période 2016-2020¹⁴. Ensuite, la DAMB entretient une relation délicate avec la dissuasion (comme l'histoire du Traité ABM le laisse penser), nourrissant en retour des questionnements importants dans les politiques d'alliance et engagements de « dissuasion étendue » auxquels sont parties les États-Unis principalement. La DAMB est devenue, en Asie orientale comme en Europe et au Moyen-Orient une composante fondamentale du « parapluie » américain¹⁵.

Washington coopère avec Tokyo sur le développement d'un intercepteur (le SM3 Block IIA), et a intégré la DAMB aux missions de l'OTAN, dans un programme qui se veut progressif : la « *Phased Adaptive Approach* »¹⁶.

Enfin et surtout, les obstacles techniques et technologiques sont monumentaux. La DAMB implique d'intercepter des projectiles relativement petits se déplaçant à de très grandes vitesses. Il s'agit en quelque sorte de « toucher une balle [de fusil] avec une autre balle »¹⁷. Abattre un missile balistique implique de le détecter très tôt, d'en déterminer la trajectoire et de fixer un « point de rendez-vous » où diriger l'intercepteur, de lancer un intercepteur (un missile antimissile) vers ce point et s'assurer qu'il détruit la menace. Dans ce cycle, la mise en réseau des plateformes et capacités (de détection, de suivi, de frappe et de conduite de tir) est primordiale.

La détection du lancement de missiles balistiques par un adversaire implique de disposer de radars taillés pour l'exercice, puissants et volumineux, de préférence placés près du lieu de lancement ou de moyens spatiaux de détection infrarouge (comme le système SBIRS américain). Ces moyens doivent remplir la double mission d'« alerte avancée » et de trajectographie, nécessaires au tir d'un intercepteur.

13. Cela dit, le projet d'une défense antimissile en mer – prise en charge par l'US Navy donc – remonte aux années 1960.

14. Frank A. Rose, « The Strategic Imperative of Ballistic Missile Defense Cooperation in the Gulf », Remarks at the National Defense University, Washington DC, 20 avril 2015.

15. Stephan Frühling, « Managing escalation: missile defence, strategy and US alliances », *International Affairs*, 92(1), 2016, p. 81-95.

16. Jaganath Sankaran, *The United States' European Phased Adaptive Approach Missile Defense System. Defending Against Iranian Threats Without Diluting the Russian Deterrent*. Santa Monica, Rand, 2015.

17. La référence est commune, mais on se référera utilement au rapport de Kenneth P. Werrell, *Hitting a Bullet with a Bullet. A History of Ballistic Missile Defense*. Maxwell, Airpower Research Institute, 2000.

3. Les intercepteurs

Il existe trois types d'intercepteurs (hors systèmes à énergie dirigée), qui ciblent différents types de missiles : les systèmes endo-atmosphériques, eux-mêmes divisés en deux segments selon la couche – haute ou basse – de l'atmosphère qu'ils visent, et les systèmes exo-atmosphériques. Chacun de ces systèmes vise un type de missile à plus ou moins grande portée.

Les missiles antimissiles actifs dans les couches basses de l'atmosphère reposent sur leurs capacités de manœuvres aérodynamiques pour intercepter des missiles dans la phase finale de leur trajectoire (ce qui limite leur plafond d'interception maximal à environ 30 km d'altitude). Ils protègent une surface limitée et ne sont efficaces que contre des missiles à courte ou très courte portée, relativement peu rapides et peu sophistiqués – tels que les *Scud* soviétiques. Ces intercepteurs sont souvent adaptés de systèmes anti-aériens plus « classiques » et incluent le système « PAC-3 » (pour « *Patriot Advanced Capability* ») de l'armée américaine. Ils sont guidés par un autoguidage électromagnétique actif et font usage d'une tête explosive (à fragmentation) pour neutraliser la menace balistique visée.

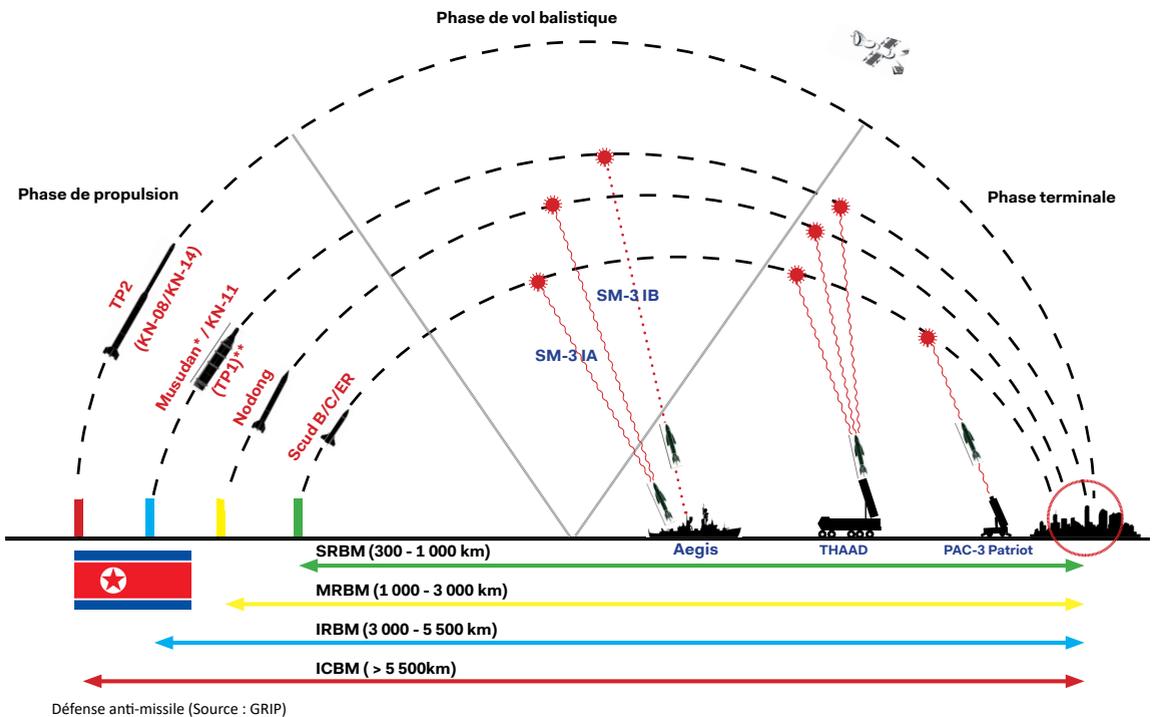
Les missiles antimissiles exo-atmosphériques ont quant à eux pour objectif d'intercepter les missiles de plus longue portée dans la phase képlérienne de leur trajectoire (la « mi-course »), celle qui les mène hors de l'atmosphère terrestre, au-delà de 120 km d'altitude.

Ils sont guidés par des senseurs infrarouges extrêmement précis et incluent aujourd'hui les intercepteurs GBI américains (*Ground Based Interceptor*) et le couple « AEGIS-SM-3 » de la marine américaine. Les GBI sont d'imposants missiles de 21 tonnes, stationnés en Alaska et en Californie, dont l'efficacité contre les missiles intercontinentaux (ICBM) reste problématique.

Cela dit, les Américains embarquent sur certains de leurs plus gros navires des radars puissants (inclus dans le système AEGIS) capables, en conjonction avec une version améliorée du SM-2 (pour « *Standard missile* » ou un SM-3¹⁸), d'abattre des missiles de portée moyenne (voire intermédiaire avec le SM-3 *Block IIA*). En Asie, le Japon et la Corée du Sud disposent eux aussi de destroyers « AEGIS ». Les intercepteurs exo-atmosphériques font usage d'un « *kill vehicle* », qui n'emporte pas de charge explosive mais cherche à détruire le missile ennemi par un impact direct : ils reposent sur leur seule énergie cinétique.

18. (Spécifiquement taillé pour la mission antibalistique, aujourd'hui décliné en différentes versions : les *Block IA* et *IB*, et le *Block IIA*). Notons que le développement du SM-3 *Block IIB* a été annulé en 2013.

Enfin, certains intercepteurs endo-atmosphériques visant la couche haute de l'atmosphère cumulent les difficultés des deux précédentes classes (la fenêtre de tir limitée de la défense terminale et le guidage à longue distance de la défense exo-atmosphérique...). Ils doivent intercepter les missiles balistiques ennemis en phase terminale, à une altitude qui pourrait aller de 30 à 200 km¹⁹ et sont guidés par un autodirecteur à infrarouge. Le système *Terminal High Altitude Area Defense* ou « THAAD » américain appartient à cette catégorie et est déjà déployé à Guam. Chaque système THAAD est composé de six « lanceurs » montés sur camion, de 49 missiles intercepteurs, d'une unité de contrôle de tir et de communication, ainsi que d'un radar AN/TPY-2. C'est ce dernier qui pose problème à la fois à la Chine et à la Russie. Pour l'un comme pour l'autre, si ce radar est disposé sur la péninsule coréenne, il est suffisamment puissant pour pouvoir sonder leurs activités balistiques, loin à l'intérieur de leurs terres, compromettant de la sorte leur capacité de dissuasion nucléaire. Une crainte renforcée par la possibilité d'un partage des informations radar avec les États-Unis et le Japon – possibilité reconnue par Séoul²⁰.



* Le « Musudan » est la version mobile, lancée depuis la terre, du SS-N-6 soviétique (« R27 Zyb ») ;

le « KN-11 » en est la version lancée depuis un sous-marin.

** Le Taepodong-1 (TP-1) a vraisemblablement servi de démonstrateur de technologies plus que comme missile à visée opérationnelle.

19. Emmanuel Nourdin, « Menaces balistiques et réponses technologiques », *Bulletin d'études de la Marine*, n° 50, octobre 2010, p. 5-11.

20. Elisabeth Shim, « THAAD information may be shared with Japan, Seoul says », *UPI*, 4 août 2016.

DE QUELLES CAPACITÉS DISPOSE LA CORÉE DU NORD ?

1. Le programme nucléaire nord-coréen : des débuts à 1990

En Corée du Nord, l'armistice de 1953 fut fêté comme un succès. Le pays était en ruines, le régime vacillait et les relations avec la Chine avaient souffert²¹. Mais Kim Il-sung s'était maintenu en poste et la propagande requérait une rhétorique victorieuse. Dans la décennie qui suivit, le régime de Pyongyang s'attela à la fois à négocier un maximum d'aides extérieures auprès des autres pays du bloc communiste, à purger les individus et factions dissidents au sein du Parti des travailleurs de Corée (le parti de Kim Il-sung) et à imposer à Moscou et Pékin ses choix en matière de défense et de développement, hors des orthodoxies soviétique ou maoïste²².

Dans ce programme, le nucléaire occupa rapidement une place de choix. Pour l'homme fort nord-coréen, il s'agissait à la fois de disposer à terme d'une capacité de dissuasion autonome mais aussi de donner corps, dans un champ symbolique et stratégique, à ce qui deviendra une idéologie d'État – la doctrine du « *Juche* » (pour « indépendance » ou « identité propre »). Indiscutablement, l'expérience de la guerre et d'une menace nucléaire extérieure ont pesé lourd dans ce choix de Kim Il-sung. Dès 1962, le régime s'attacha à poursuivre une politique d'« emphase égale », un programme « parallèle de développement économique et militaire »²³, où le militaire prit le pas sur l'économique.

Dans les années 1960 et 1970, Pyongyang a profité de l'assistance soviétique²⁴ pour construire et faire fonctionner une centrale nucléaire, celle de Yongbyon, où un réacteur de recherche à eau légère IRT-2000 fut construit. Cette assistance permit à ses ingénieurs d'acquérir le savoir-faire nécessaire au développement, à la mise en service et au contrôle d'un programme nucléaire civil. Ils purent construire un autre réacteur à Yongbyon basé sur la centrale britannique de Calder Hall – dont les plans et documents techniques étaient disponibles²⁵.

21. Zhihua Shen & Yafeng Xia, « China and the Post-War Reconstruction of North Korea, 1953-1961 », Washington D.C., Woodrow Wilson center, NKIP Working Paper #4, mai 2012.

22. Balázs Szatontai, *Kim Il Sung in the Khrushchev Era. Soviet-DPRK Relations and the Roots of North Korean Despotism, 1953-1964*. Washington D.C., Woodrow Wilson Center Press, 2005.

23. Charles K. Armstrong, *Tyranny of the Weak: North Korea and the World, 1950-1992*. Ithaca, Cornell University Press, 2013, p. 133.

24. « North Korea's nuclear program », *American Security Project: Fact Sheet*, août 2012.

25. Le modèle, aussi appelé « Magnox » (pour « magnésium inoxydable », l'alliage magnésium-aluminium utilisé pour gagner les barres à combustible), fut exporté au Japon et en Italie, et ses plans n'étaient pas secrets. Voir : David Lowry, « What Theresa May forgot: North Korea used British technology to build its nuclear bombs », *The Ecologist*, 26 juillet 2016.

Il s'agissait d'un réacteur de faible puissance – 5 MW(e)²⁶ – mais dont le fonctionnement « au graphite-gaz »²⁷, aujourd'hui obsolète, permettait à la fois d'utiliser de l'uranium naturel (non enrichi) et de produire de relativement grandes quantités de plutonium (de qualité militaire). Il s'agissait de la technologie parfaite pour un pays aux capacités d'enrichissement limitées et aux ambitions militaires. Ce réacteur devint opérationnel en 1986. Il devait être suivi de deux autres réacteurs, de 50 et 200 MW(e), que la Corée du Nord construisait sur le même modèle à Yongbyon et Taechon, et ambitionnait de terminer dès le milieu des années 1990.

Dans les années 1970 et 1980, la Corée du Nord a, semble-t-il, acquis certaines compétences nécessaires au traitement des déchets nucléaires (c'est-à-dire à la séparation du plutonium) de Moscou, peut-être de Chine également. Mais le laboratoire de traitement nord-coréen est souvent comparé à l'usine pilote *Eurochemic*, qui a fonctionné à Mol-Dessel, en Belgique, de 1966 à 1974, et dont les opérations ont donné lieu à de nombreuses publications scientifiques²⁸. La Corée du Nord aurait vraisemblablement profité de ces publications en accès libre pour le développement de ses propres capacités. C'est également à cette période que le pays se serait intéressé aux bases du processus d'enrichissement de l'uranium²⁹.

Officiellement, le pays n'ait pourtant toute ambition d'obtenir l'arme nucléaire. En parallèle à son réacteur graphite-gaz, il négociait avec l'Union soviétique la construction de réacteurs à eau légère³⁰. Mais Moscou, qui avait déjà imposé à Pyongyang en 1977 un accord de garanties couvrant le réacteur IRT-2000 (INFCIRC/252), refusait toute assistance significative dans ce domaine tant que Pyongyang n'accédait pas au Traité de non-prolifération ou « TNP ». Sous la pression, la Corée du Nord accéda au Traité en 1985 et trois ans plus tard elle acceptait des visites d'inspection de l'AIEA.

26. Le mégawatt électrique (MWe) est une unité de mesure de l'énergie produite sous forme électrique. Elle se distingue du mégawatt thermique (MWth), qui mesure la chaleur produite.

27. Le graphite est utilisé comme modérateur (matériau ralentissant les neutrons sans les absorber, et permettant d'entretenir la réaction en chaîne) et le gaz (ici du dioxyde de carbone) comme caloporteur (fluide recueillant la chaleur produite par la réaction en chaîne).

28. David Albright, « How Much Plutonium Does North Korea Have ? », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 50(5), 1994, p. 52 ; Siegfried S. Hecker, Sean C. Lee & Chaim Braun, « North Korea's Choice: Bombs over Electricity », *The Bridge*, 40(2), 2010, p. 6 ; Jean-Marc Wolff, *Eurochemic (1956–1990) Thirty-five years of international cooperation in the field of nuclear engineering: The chemical processing of irradiated fuels and the management of radioactive wastes*. Paris, NEA/OCDE, 1996.

29. Voir : « North Korea nuclear profile », NTI, dernière mise à jour septembre 2016. Voir également : Allan S. Krass, Peter Boskma, Boelie Elzen & Wim A. Smit, *Uranium Enrichment and Nuclear Weapon Proliferation*. Londres, SIPRI (Taylor&Francis), 1983.

30. Utilisant l'eau (H₂O) comme fluide caloporteur et modérateur, et fonctionnant avec de l'uranium enrichi. L'eau est dite « légère » par opposition à l'« eau lourde » (D₂O) ou oxyde de deutérium – le deutérium est un isotope de l'hydrogène. Un réacteur à eau lourde fonctionne généralement avec de l'uranium naturel.

2. Les capacités nucléaires nord-coréennes aujourd'hui

C'est à partir de 1990 que Pyongyang aurait commencé la production de plutonium, sur la base du traitement des déchets de son réacteur de 5MW(e) de Yongbyon. Il est néanmoins possible qu'elle ait produit une quantité de plutonium suffisante pour fabriquer une à deux bombes (soit jusqu'à 9 kg) entre la fin des années 1980 et 1992³¹, lorsque les inspecteurs de l'AIEA ont découvert que le pays avait menti sur la quantité de plutonium qu'elle avait dégagée de son réacteur (Pyongyang avait déclaré 90 grammes)³². C'est cette révélation qui précipita la première « crise nucléaire coréenne » et amena les États-Unis à négocier avec le régime un arrêt de son programme nucléaire contre différentes garanties et la fourniture de nouveaux réacteurs nucléaires difficilement convertibles vers la production de plutonium de qualité militaire.

Ces négociations donnèrent lieu à un « Accord-cadre » en 1994, aux termes duquel la Corée du Nord restait dans le giron du TNP et suspendit sa production de plutonium. Sans cet accord, les trois réacteurs de 5, 50 et 200 MW(e) auraient pu produire, dès le début des années 2000, entre 210 et 280 kg de plutonium de qualité militaire (de quoi produire entre 35 et 45 bombes)³³. Selon les termes de l'accord, la construction des deux réacteurs de plus grande puissance s'arrêta et le combustible usagé du réacteur de 5 MW(e) fut placé sous la supervision de l'AIEA. En échange, la Corée du Nord devait recevoir deux réacteurs à eau légère de 1 000 MW(e) chacun, dont la construction serait assurée par un consortium international, le KEDO (pour « *Korean Peninsula Energy Development Organization* »).

Jusqu'en 2002, les négociations sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre occupèrent l'essentiel de l'attention de la communauté internationale. Cependant, en octobre 2002, les États-Unis annoncèrent disposer d'informations selon lesquelles la Corée du Nord aurait mis en place un programme secret d'enrichissement d'uranium – ce que les représentants officiels du régime auraient à l'époque confirmé³⁴. En fait, Pyongyang aurait obtenu du réseau pakistanais d'Abdul Qadeer Khan des centrifugeuses et une assistance technique dès 1999 – ce que le Dr. Khan avoua en 2004. Ces révélations, ainsi que l'inclusion de la Corée du Nord dans l'« axe du mal » de l'administration Bush, contribuèrent à interrompre les négociations. En janvier 2003, Pyongyang annonçait son retrait immédiat et définitif du TNP, mettant fin à l'Accord-cadre.

31. David Albright & Christina Walrond, *North Korea's Estimated Stocks of Plutonium and Weapon-Grade Uranium*. Washington D.C., Institute for Science and International Security (ISIS), août 2012

32. David Fischer, *History of the International Atomic Energy Agency. The First Forty Years*. Vienne, IAEA, 2007, p. 289

33. David Albright & Holly Higgins, « Setting the Record Straight about Plutonium Production in North Korea », *Nautilus Institute (Briefing Books DPRK)*, 31 décembre 2000.

34. David E. Sanger, « North Korea Says It Has A Program On Nuclear Arms », *New York Times*, 17 octobre 2002 ; Paul Kerr, « North Korea Admits Secret Nuclear Weapons Program », *Arms Control Association*, 1^{er} novembre 2002.

Une fois l'abandon de l'Accord-cadre acté, la Corée du Nord remit son réacteur de Yongbyon en opération et mena au moins deux « campagnes » de retraitement de ses déchets nucléaires. Entre 2003 et 2006, elle ajouta 30 à 60 kg de plutonium au stock incertain de 9 kg (estimation haute) de plutonium, selon les estimations³⁵.

L'infrastructure des deux autres réacteurs en construction à Yongbyon (et Taechon) avait entretemps trop souffert pour qu'un redémarrage soit envisageable. Autrement dit, en 2004, au moment où elle acceptait un nouvel accord de suspension de son programme nucléaire (dans le cadre de négociations internationales menées par la Chine, qui prirent le nom de « pourparlers à six »³⁶), la Corée disposait du plutonium nécessaire pour six à onze bombes mais ses capacités de production restaient très limitées.

En 2006, la Corée du Nord procédait à son premier essai nucléaire (soustrayant vraisemblablement de 2 à 6 kg de plutonium de son stock). En réaction, le Conseil de sécurité des Nations unies adopta le 14 octobre de la même année la Résolution 1718, qui impose d'importantes sanctions à la Corée du Nord et lui interdit à la fois de nouveaux tests nucléaires et lancements de missiles. La Résolution 1718 instituait également un comité de suivi des sanctions et appelait la Corée du Nord à revenir à la table des négociations dans le cadre des pourparlers à six. Après plus d'un an et demi de négociations, visant à échanger une levée des sanctions contre l'abandon – même progressif – par Pyongyang de son programme nucléaire, un nouvel accord fut trouvé avec le régime de Kim Jong-il : ce dernier accepta à nouveau de suspendre la production de plutonium et, signe de sa bonne volonté, fit exploser la tour de refroidissement du réacteur de Yongbyon. Le régime fournit également 4 000 pages de documentation relative à son programme nucléaire, dans lesquelles il disait disposer d'un stock de 30 kg de plutonium mais niait tout programme d'enrichissement de l'uranium.

En 2009 cependant, après une nouvelle escalade (lancement d'une fusée « *Unha* » en avril, condamnation des Nations unies, test nucléaire en mai, mise en place de nouvelles sanctions avec la résolution 1874 en juin), la Corée du Nord annonçait la construction d'un nouveau réacteur à eau légère – un design différent des réacteurs gaz-graphite dont elle avait jusque-là l'expérience. Elle officialisait dans le même mouvement un programme d'enrichissement d'uranium officiellement destiné à la seule production du combustible (de l'uranium enrichi à 3,5 %) nécessaire à ce nouveau réacteur. Ce réacteur à eau légère pourrait fournir une route alternative à la production de plutonium, le réacteur gaz-graphite de Yongbyon ayant mal vieilli à cause des multiples arrêts et redémarrages qu'impliquèrent les négociations internationales³⁷.

35. Jeffrey Lewis, « North Korean Reprocessing Campaigns », *Arms Control Wonk*, 3 juin 2008.

36. Rassemblant la Chine, la Corée du Nord, la Corée du Sud, les États-Unis, le Japon et la Russie.

37. Daniel Wertz & Matthew McGrath, *North Korea's Nuclear Weapons Program*. Washington D.C., The National Committee on North Korea, janvier 2016.

En 2010, une délégation américaine (la dernière invitée dans les installations nucléaires nord-coréennes) emmenée par le scientifique Siegfried Hecker visita les infrastructures de Yongbyon : dans le rapport qu'il en fit, Hecker décrit des matériels modernes et propres, ainsi qu'environ 2 000 centrifugeuses « toutes proprement alignées et connectées »³⁸ : s'il semblait évident que la Corée avait effectivement un programme d'enrichissement d'uranium, la sophistication et l'ampleur des installations surprisent la quasi-totalité des observateurs extérieurs. Un tel avancement était attribuable en partie à l'assistance reçue du Pakistan, mais fit dire à plusieurs spécialistes que la Corée du Nord pourrait bien avoir un site d'enrichissement secret où les opérations auraient débuté bien plus tôt³⁹.

Cette visite fit dire à Hecker que, sur la base des informations données, la Corée du Nord pourrait produire jusqu'à 40 kg d'uranium hautement enrichi (UHE) par an dans ces installations⁴⁰.

L'année 2012 fut marquée par une nouvelle escalade des tensions, dans un contexte de transition politique opaque – Kim Jong-un « faisant le vide » autour de lui afin, semble-t-il, de consolider son pouvoir⁴¹. En avril, à l'occasion du centenaire de la naissance de Kim Il-sung, la Corée du Nord procédait au lancement d'une fusée « *Unha* » – dérivée du missile Taepodong-2. Raté, cet essai fut suivi d'un autre, en décembre, plus réussi. Ce dernier permit la mise en orbite d'un petit satellite *Kwangmyongsong-3* (pour « Étoile brillante »). En février 2013, la Corée du Nord mena un nouvel essai nucléaire, le troisième de son histoire. Ce dernier motiva un nouveau train de sanctions auquel Pyongyang répondit par l'annonce d'un redémarrage prochain de son réacteur gaz-graphite de Yongbyon, malgré les importantes dégradations subies depuis 2008. Ce dernier lui permettrait, après modernisations, de produire du plutonium à nouveau, mais également du tritium – un composant essentiel aux bombes à hydrogène.

En septembre 2015, la Corée du Nord déclare que son réacteur de Yongbyon est à nouveau opérationnel (ce qui sera confirmé en juin 2016 par l'AIEA) et procède en janvier 2016 à son quatrième test nucléaire – qu'elle présente comme l'essai d'une bombe H. Dans le même temps, elle aurait aussi augmenté ses capacités de production d'uranium (extraction et concentration ou « *milling* »⁴²)⁴³.

38. Siegfried S. Hecker, « Where is North Korea's Nuclear Program Heading? », *APS*, avril 2011.

39. Daniel Wertz & Matthew McGrath, *North Korea's Nuclear Weapons Program*, op. cit. ; David Albright & Paul Brannan, *Taking Stock: North Korea's Uranium Enrichment Program*. Washington D.C., The Institute for Science and International Security, 8 octobre 2010.

40. Siegfried S. Hecker, « Nuclear Developments in North Korea », dans Jungmin Kang (éd.), *Assessment of the Nuclear Programs of Iran and North Korea*. Dordrecht, Springer, 2013, p. 10.

41. Adam Taylor, « Kim Jong-un Purges 31 Top North Korean Military Leaders », *Business Insider*, 23 octobre 2012.

42. L'uranium, une fois extrait du gisement, doit être traité et séparé d'autres éléments (cuivre, or, phosphate...) par des procédés mécaniques et chimiques (« *milling* »). Le produit fini est le « *Yellowcake* » ou U_3O_8 (octaoxyde de triuranium) qui pourra être converti ultérieurement en trioxyde d'uranium UO_3 ou en hexafluorure d'uranium UF_6 .

43. Jeffrey Lewis, « *Recent Imagery Suggests Increased Uranium Production in North Korea, Probably for Expanding Nuclear Weapons Stockpile and Reactor Fuel* », *38 North*, 12 août 2015.

En août 2016, il fut annoncé que la Corée du Nord avait repris la production de plutonium sur son site de Yongbyon (via son vieux réacteur gaz-graphite)⁴⁴. Toujours en construction, le réacteur à eau légère expérimental de Pyongyang n'est pour sa part toujours pas opérationnel⁴⁵.

Dès lors, la Corée du Nord disposerait aujourd'hui, selon les estimations de Siegfried Hecker, d'un stock de 32 à 54 kg de plutonium (de quoi produire 6 à 8 bombes, environ) et d'une capacité de production d'environ 6 kg de plutonium par an. Si cette estimation est relativement précise, c'est grâce à la possibilité de détecter et suivre les opérations du réacteur nucléaire de Yongbyon avec un certain degré de fiabilité. Par contre, le stock et la production d'uranium hautement enrichi sont l'objet de très grandes incertitudes : sur la base des éléments glanés lors de sa visite de 2010, Hecker estime la production annuelle d'UHE par Pyongyang à 150 kg maximum (soit l'équivalent de 6 bombes) et le stock actuel à 300-400 kg. « En d'autres mots », conclut-il, « il est plausible que la Corée du Nord dispose d'un stock de matières fissiles suffisant pour une vingtaine de bombes d'ici à la fin de l'année, et de la capacité d'y ajouter approximativement [l'équivalent de sept bombes supplémentaires] par an »⁴⁶.

3. Le programme balistique nord-coréen

Parallèlement à ses efforts dans le domaine nucléaire, Pyongyang a investi très tôt dans le champ balistique, comprenant que c'est par ce biais qu'elle aurait le plus de chance de se doter d'une capacité de dissuasion crédible. Dans les années 1970, elle parvint à acquérir des missiles soviétiques de la famille « *Scud* », qu'elle acheta à l'Égypte de Sadate. Ces missiles étaient peu précis et de courte portée, 300 km environ, mais ils lui fournirent la base technologique nécessaire au développement d'un programme balistique national. Par la rétro-ingénierie et la coopération avec d'autres pays, comme le Pakistan, l'Iran ou la Syrie – mais également la Russie et la Chine – la Corée du Nord put progressivement développer des « *Scud* » évolués, de plus grande portée (les « *Scud-C* » et « *Scud-ER* »)⁴⁷. Elle en dispose aujourd'hui de plusieurs centaines.

Les missiles tactiques soviétiques « *Scud* » forment la base du programme balistique nord-coréen. Sur ce socle technologique, Pyongyang a développé à partir des années 1990 le « *Nodong* » (ou « *Rodong* »), d'une portée estimée à 1 600 km. Le régime aurait produit jusqu'à 300 exemplaires de ces missiles de portée « moyenne », capables d'atteindre une bonne partie du territoire japonais. Cette force de frappe à « courte » et « moyenne » portée représente l'essentiel de la menace nord-coréenne dans le domaine balistique aujourd'hui, mais elle se complémente d'un effort majeur du régime visant à se doter de capacités à plus longue portée.

44. « North Korea resumes plutonium production », *BBC*, 16 août 2016 ; Konstantin Asmolov, « On the Renewal of North Korea's Plutonium Program », *New Eastern Outlook*, 25 août 2016.

45. Joseph S. Bermudez, Jr., « More Evidence of Possible Reprocessing Campaign at Yongbyon: Progress at Experimental Light Water Reactor », *38North*, 15 avril 2016.

46. Siegfried S. Hecker, « What to Make of North Korea's Latest Nuclear Test? », *38North*, 12 septembre 2016.

47. Gaurav Kampani, « Second Tier Proliferation: The Case of Pakistan and North Korea », *The Nonproliferation review*, 9(3), 2002, p. 107-116 ; Paul K. Kerr, Steven A. Hildreth & Mary Beth D. Nikitin, *Iran-North Korea-Syria Ballistic Missile and Nuclear Cooperation*. Washington D.C., Congressional Research Service (Issue Brief for Congress), 26 février 2016.

MISSILE R-17 (SCUD) SUR SON CAMION ZIL-131.



Crédit photo : Shine Phantom (Source : Wikipédia)

La Corée du Nord s'attache ainsi à développer une série de missiles de portée intermédiaire, sur la base d'un autre missile soviétique qu'elle put vraisemblablement acquérir dans les années 1990 – le missile mer-sol balistique R-27 (« SS-N-6 ») – et une autre série de portée intercontinentale. Sur la base du R-27, Pyongyang développa ses BM-25 « *Musudan* »⁴⁸ : ces derniers, basés non plus sur un design *Scud* mais sur un missile plus compact destiné à être lancé depuis un sous-marin, pourraient atteindre une portée de 3 000 km ou plus et représentent les premiers missiles nord-coréens potentiellement capables d'atteindre l'île de Guam. Ce n'est cependant qu'en 2016 que Pyongyang testa le *Musudan* pour la première fois⁴⁹.

Le développement d'un missile à plus longue portée encore, un missile intercontinental ou « ICBM », est un enjeu particulier pour le régime de Pyongyang : c'est à ce prix qu'il pourra disposer d'une capacité de dissuasion crédible vis-à-vis des États-Unis. Mais couvrir une telle distance requiert la maîtrise de technologies plus complexes (technologies d'assemblage d'étages de fusée, de motorisation, de guidage, de miniaturisation d'une ogive, etc.). Un grand nombre de ces technologies sont similaires à celles que demande un programme spatial : mettre un satellite sur orbite est un exercice très similaire au lancement et au guidage d'un missile balistique intercontinental.

48. Les désignations des missiles nord-coréens sont complexes : *Nodong*, *Musudan* ou *Taepondong* sont des lieux géographiques (endroits où les missiles en question ont été vus pour la première fois) et ne correspondent pas au nom que peut leur donner Pyongyang. Jeffrey Lewis, « DPRK Missile Designations », *Arms Control Wonk*, 5 septembre 2016.

49. John Schilling, « A Partial Success for the *Musudan* », *38North*, 23 juin 2016 ; John Schilling, « A Partial Success for the *Musudan*: Addendum », *38North*, 28 juin 2016.

En 1998, Pyongyang procédait au lancement d'un missile à double étage⁵⁰ qui traversa l'espace aérien japonais. Ce test avait démontré à l'époque les progrès inattendus de Pyongyang dans les technologies balistiques et spatiales. Il constitua la preuve d'un programme « ICBM » nord-coréen déjà avancé, quoique ce premier engin, le « *Taepodong 1* », n'ait jamais été un missile réellement opérationnel. Produit à très petite échelle, il aurait surtout servi à valider certaines technologies clés, indispensables au développement de missiles de technologie plus avancée⁵¹. C'est sur cette base que fut d'ailleurs développé le « *Taepodong-2* », un missile à deux ou trois étages, qui a servi aux lancements spatiaux⁵² de 2009, 2012 et 2016 (sous les désignations *Unha-2* et *Unha-3*). Hypothétiquement capable d'atteindre la côte Ouest des États-Unis⁵³, le *Taepodong-2* ne peut cependant pas être considéré comme pleinement opérationnel : Pyongyang doit encore faire d'autres tests avant de maîtriser les technologies nécessaires à la pénétration dans l'atmosphère d'une ogive qui serait placée au sommet d'un ICBM. Le *Taepodong-2* souffre en outre de deux défauts majeurs : d'une part, sa motorisation à propergol liquide implique un long processus de mise à feu, et d'autre part, il nécessite un site de lancement dédié et d'imposantes (donc détectables) infrastructures⁵⁴.

Depuis 2012, les analystes américains s'inquiètent d'un possible nouveau missile intercontinental, qui serait mobile⁵⁵ : le « KN08 » et son évolution – le « KN14 » (révélé en 2015). Mais peu d'éléments concrets existent sur ses capacités et sa fiabilité⁵⁶. Début 2016, l'amiral Bill Gortney – à l'époque en charge de la défense de l'espace aérien américain – évaluait le développement du KN08 comme ayant « de profondes implications » : de par sa mobilité, un tel missile pourrait échapper aux systèmes de détection avancée des États-Unis⁵⁷.

Plus significatif encore, en 2016, Pyongyang a testé avec succès un missile balistique lancé depuis un sous-marin, le « KN-11 »⁵⁸ ; le pays travaillerait d'ailleurs à une nouvelle classe de sous-marins capables de tirer de tels missiles⁵⁹. De la sorte, malgré des équipements obsolètes (les bombardiers de sa force aérienne sont des Il-28/H-5A développés à la fin des années 1940) ou peu opérationnels (comme ses derniers missiles balistiques), la Corée du Nord avance effectivement vers la consolidation d'une capacité de dissuasion nucléaire crédible et efficace.

50. Daniel A. Pinkston, « The North Korean Ballistic Missile Program », *Strategic Studies Institute*, février 2008.

51. IISS, *North Korea's Weapons Programmes: A Net Assessment*. Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.

52. « North Korean Ballistic Missile Models », *NTI*, 21 mars 2016.

53. David Wright & Theodore Postol, « A Post-launch Examination of the Unha-2 », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 29 juin 2009.

54. Matthew McGrath & Daniel Wertz, *North Korea's Ballistic Missile Program*. *Op. cit.*

55. C'est-à-dire monté sur un véhicule dédié – le plus souvent un tracteur-érecteur-lanceur (TEL) – plutôt que stocké en silo.

56. Voir : « Missiles of North Korea », *Missile Threat (CSIS)*.

57. Bill Gertz, « Pentagon Confirms New North Korean ICBM », *The Washington Free Beacon*, 31 mars 2016 ; « Department of Defense Press Briefing by Admiral Gortney in the Pentagon Briefing Room », US Department of Defense, 7 avril 2015 ; voir également le rapport d'audition de l'amiral Gortney auprès du Sénat d'avril 2016.

58. John Schilling, « A New Submarine-Launched Ballistic Missile for North Korea », *38North*, 25 avril 2016 ; Jeffrey Lewis, « New DPRK ICBM Engine », *Arms Control Wonk*, 9 avril 2016.

59. Brian Padden, « Analysts: North Korea to Build New Ballistic Missile Submarine », *VOA News*, 31 août 2016.

MISSILE KN-14 EN PARADE



Parade militaire à Pyongyang exhibant le nouveau missile intercontinental «KN14» dont les capacités restent inconnues (Source : Arms Control Wonk)

QUE VEUT LE RÉGIME DE PYONGYANG ?

1. Un jeu dangereux

Par son cinquième test nucléaire, la Corée du Nord entendait montrer au monde qu'elle maîtrise les technologies nécessaires à la miniaturisation d'une ogive nucléaire et sa vectorisation. Cette quête effrénée d'un outil de dissuasion crédible de la part de Pyongyang confronte la communauté internationale dans son ensemble à la tâche difficile mais nécessaire d'évaluer les moyens de réponse à sa disposition. Comment convaincre la Corée du Nord de « dénucléariser » maintenant qu'elle a inscrit son statut de puissance nucléaire dans sa Constitution et proclame sa disposition à faire usage du feu atomique en cas d'atteinte à sa souveraineté ?

Pour ses adversaires comme pour ses partenaires (Chine, et Russie dans une moindre mesure), la Corée du Nord pose problème. La voie de la négociation tout comme les moyens de coercition sont limités par l'avancée rapide du programme nucléaire et balistique nord-coréen : à chaque avancée notable – avérée ou proclamée – le retour au « *statu quo ante* » est plus difficile.

En accumulant les provocations, Pyongyang concentre l'attention des puissances voisines et peut ainsi prétendre à la fois à un statut rehaussé (par rapport à son voisin du sud, qu'elle considère « aux pieds » des Américains) et à une position de négociation plus favorable que ce que ses moyens financiers, diplomatiques ou militaires (conventionnels) pourraient jamais lui assurer. En d'autres termes, pour un régime dont l'objectif premier est la survie, sa capacité de nuisance est son premier instrument d'influence sur la scène internationale et le principal référent de son action politique et diplomatique.

Dans ses deux premiers chapitres, ce rapport a proposé un survol des problématiques technologiques en jeu, puis des capacités estimées de Pyongyang. Ce survol a permis de discerner deux développements majeurs et d'ouvrir le champ à une analyse plus ciblée sur les intentions du régime de Kim Jong-un.

Le premier développement concerne l'avancée rapide du programme nucléaire et balistique nord-coréen que les sanctions internationales ne parviennent pas à endiguer. Pyongyang pourrait selon certaines estimations disposer d'une vingtaine d'armes nucléaires d'ici à la fin de l'année et avance rapidement vers l'opérationnalisation – attendue d'ici cinq à dix ans – d'un missile intercontinental capable d'emporter des ogives miniaturisées. Les inconnues sont nombreuses, mais le constat est là : la Corée du Nord dispose d'une capacité de frappe crédible sur l'ensemble du territoire sud-coréen, au moins une partie du territoire japonais et jusqu'à certaines îles du Pacifique dont Guam. Et il est clair qu'elle ne compte pas s'arrêter là.

Le second développement se rapporte à la géopolitique régionale et à la réaction de la Corée du Sud face à cette course effrénée du régime nord-coréen. Le cinquième essai nucléaire nord-coréen avait affermi la résolution de l'administration Park Geun-hye de déployer sur son territoire un système de défense antimissile américain. Cette décision entraîne à son tour une série de nouveaux questionnements, qui dépassent la seule Corée du Nord.

Le déploiement du système THAAD dans la péninsule coréenne amène un changement notable dans l'organisation des alliances américaines dans la région : d'une part, Séoul et Tokyo seront amenés à collaborer bien plus que ce n'est le cas aujourd'hui. D'autre part, la défense face aux missiles nord-coréens de portée moyenne à intermédiaire renvoie Sud-Coréens et Américains à la difficile question de l'armement à courte ou très courte portée de Pyongyang. En d'autres termes, le système THAAD pourrait encourager le régime de Kim Jong-un à développer davantage encore (en qualité et en quantité) ses systèmes à courte portée. Là encore, l'enjeu technique et technologique déborde largement dans le champ politique : cela est apparu d'autant plus clairement lorsque les députés sud-coréens ont évoqué, fin septembre 2016, la possibilité pour le pays de se doter de ses propres armes nucléaires, de réclamer le stationnement de bombes nucléaires tactiques américaines sur son sol, voire d'attaquer le régime de Kim Jong-un de manière préventive⁶⁰.

L'arrivée du système THAAD en Corée implique enfin un renouvellement de la réflexion stratégique chinoise et russe, deux puissances qui voient d'un mauvais œil le stationnement de capacités de détection et d'interception américaines à proximité de leurs propres installations. Cela représente un défi de taille pour la stabilité régionale, car la Corée du Nord a effectivement « réussi », par cette dernière provocation, à intégrer plus encore qu'auparavant son propre agenda aux relations et négociations entre grandes puissances.

En s'affirmant comme agent proliférant, partenaire incontrôlable et puissance balistique et nucléaire de plus en plus crédible, Pyongyang joue un jeu dangereux mais qui pourrait, *in fine*, lui permettre d'atteindre enfin ce que le régime attend désespérément depuis les années 1950 : une place dans le « Concert des Nations », un rôle de puissance qui lui garantisse, plus certainement que toute assurance diplomatique, la survie de son régime si particulier.

2. « Un soldat sans arme est un homme de paille »

En 1952, les États-Unis étaient embourbés dans la guerre de Corée et le sujet était devenu un enjeu électoral de premier plan. Un an plus tôt, le général Omar Bradley avait qualifié le conflit de « mauvaise guerre, au mauvais endroit, au mauvais moment, et avec le mauvais ennemi »⁶¹.

60. Kim Hyo-jin, « S. Korea needs US nuclear arms », *Korea Times*, 21 septembre 2016.

61. Donald E. Schmidt, *The Folly of War: American Foreign Policy 1898-2005*. New York, Algora, 2005, p. 257.

Dans une campagne électorale marquée par la « nucléarisation » de la Guerre froide (Moscou avait fait exploser sa première bombe nucléaire en 1949), les Républicains, emmenés par le candidat Dwight Eisenhower, critiquaient la doctrine d'« endiguement » de Truman. Contenir le communisme ne suffisait plus, il fallait le « refouler » (« *rollback* ») et mettre un terme à la guerre de Corée.

Pour les Républicains, en refusant d'autoriser des frappes nucléaires en Corée, Truman avait fait preuve de faiblesse à l'égard des communistes. Pour mettre fin au conflit, il fallait une politique étrangère « audacieuse », consolidant la suprématie de Washington sans mettre en péril ses finances, ses alliances et la vie de ses soldats : une politique qui évite « les deux maux que sont le militarisme et la faillite »⁶². En pratique, c'est la puissance nucléaire qui devait permettre d'atteindre cet objectif. Il s'agissait de consacrer « un plus grand recours à la puissance de dissuasion, pour moins de puissance militaire à l'échelle locale »⁶³.

En d'autres termes, la puissance nucléaire devait *servir* à quelque chose, et pas seulement en cas de conflit généralisé. Ce fut la justification de la doctrine de « représailles massives »⁶⁴ du Secrétaire d'État John Foster Dulles : les armes atomiques américaines devaient rassurer les alliés, permettre de dépenser moins dans des capacités militaires conventionnelles et dissuader toute nouvelle attaque communiste.

En appui à cet argumentaire, Dulles popularisa l'idée d'une « diplomatie atomique » qui aurait fait ses preuves en Corée. Selon lui, en menaçant de manière crédible la Chine de frappes nucléaires massives, l'administration avait mis fin au conflit « en cinq mois ». Politiquement, l'argument était habile. Mais il faisait l'économie d'un contexte complexe : l'administration Eisenhower n'a pas forcément considéré avec plus de sérieux que l'administration Truman l'usage d'armes nucléaires.

L'épisode de la guerre qui vit le général MacArthur plaider pour un usage massif d'armes nucléaires contre la Chine, critiquer la politique de l'administration puis se voir retirer son commandement par Truman, est désormais bien connu⁶⁵. C'est également sous Truman que les États-Unis réarmèrent massivement, à partir de 1950 et dans une optique dépassant de loin les opérations en Corée⁶⁶.

62. John Foster Dulles, « A Policy of Boldness », *Life*, mai 1952, p. 146-148, 151-152, 154, 157.

63. Cité dans Bob Blaisdell (éd.), *Essential Documents of American History. Vol. II: From Reconstruction to the Twenty-first Century*. Mineola, Dover Publications, 2016, p. 257.

64. Samuel F. Wells, Jr., « The Origins of Massive Retaliation », *Political Science Quarterly*, 96(1), 1981, p. 31-52.

65. Michael D. Pearlman, *Truman & MacArthur. Policy, Politics, and the Hunger for Honor and Renown*. Bloomington, Indiana University Press, 2008.

66. David Alan Rosenberg, « The Origins of Overkill: Nuclear Weapons and American Strategy, 1945-1960 », *International Security*, 7(4), 1983, p. 3-71 ; Raymond P. Ojserkis, *Beginnings of the Cold War Arms Race. The Truman Administration and the U. S. Arms Build-Up*. Westport, Praeger, 2003.

Quant à la République populaire de Chine, elle n'a répondu à la menace d'attaques nucléaires, de quelque administration américaine que ce soit, qu'en renforçant, non en abandonnant, ses propres outils de dissuasion – dont la possibilité d'entraîner l'URSS dans le conflit⁶⁷. Pékin, en réalité, a pris la décision d'intervenir en Corée en sachant pertinemment que les États-Unis pourraient éventuellement faire usage d'armes nucléaires : Mao Zedong avait d'ailleurs minimisé l'impact qu'aurait cet usage sur le déroulement du conflit, et ne croyait pas que les États-Unis oseraient employer le feu nucléaire⁶⁸. Pour lui, l'arme atomique n'était qu'une arme conventionnelle plus puissante que les autres. Ce n'était qu'un « tigre de papier » comme il l'avait déclaré en août 1946 à la journaliste américaine Louise Strong⁶⁹.

Au final, il est loin d'être établi que le « chantage nucléaire » a effectivement joué un rôle déterminant dans la fin des hostilités en Corée⁷⁰. À l'époque, Staline eut ces mots : « il n'y a qu'une façon pour un paysan de réagir lorsqu'il est attaqué par un loup : le paysan ne cherche pas à donner au loup une leçon de morale, mais tente de le tuer. Et le loup le sait, et agit en conséquence⁷¹. »

Si la menace nucléaire n'a pas été aussi déterminante que le pensaient Dulles ou Eisenhower⁷² dans la confrontation des grandes puissances, il est à peu près certain qu'elle a contribué à l'ambition de Pyongyang – comme d'ailleurs à celle de Pékin – de devenir à son tour une puissance nucléaire.

La Corée du Nord a été menacée d'attaque nucléaire par les États-Unis à plus de reprises que n'importe quel autre pays – au moins sept fois depuis 1945⁷³. Kim Il-sung, qui n'avait pas caché avoir été impressionné par les effets des explosions de Nagasaki et Hiroshima, aurait eu pour coutume de dire qu'« un soldat sans arme est un homme de paille »⁷⁴ : pour lui comme pour Dulles, sécurité et dignité nationales requéraient l'usage de l'atome.

67. Edward Friedman, « Nuclear Blackmail and the End of the Korean War », *Modern China*, 1(1), 1975, p. 75-91.

68. Hao Yufan & Zhai Zhihai, « China's Decision to Enter the Korean War: History Revisited », *The China Quarterly*, 121, 1990, p. 94-115 ; Chen Jian, *China's Road to the Korean War*. New York, Columbia University Press, 1994, p. 142-154, 192-193.

69. « *The atomic bomb is a paper tiger which the US reactionaries use to scare people. It looks terrible, but in fact it isn't. Of course, the atomic bomb is a weapon of mass slaughter, but the outcome of a war is decided by people, not by one or two new types of weapon* ». Mao Zedong cité dans Shu Guang Zhang, « Between 'Paper' and 'Real Tigers': Mao's View of Nuclear Weapons » by John Lewis Gaddis, Philip H. Gordon, Ernest R. May & Jonathan Rosenberg (éds.), *Cold War Statesmen Confront the Bomb: Nuclear Diplomacy since 1945*. Oxford : Oxford University Press, 1999, p. 196.

70. Edward C. Keefer, « President Dwight D. Eisenhower and the End of the Korean War », *Diplomatic History*, 10(3), 1986, p. 267-289; Michael Gordon Jackson « Beyond Brinkmanship: Eisenhower, Nuclear War Fighting, and Korea, 1953-1968 », *Presidential Studies Quarterly*, 35(1), 2005, p. 52-75. Voir le numéro spécial d'*International Security*, Vol. 13, n°3, de 1988-1989 et l'ouvrage d'Elizabeth A. Stanley, *Paths to Peace. Domestic Coalition Shifts, War Termination and the Korean War*. Stanford: Stanford University Press, 2009.

71. Edward Friedman, « Nuclear Blackmail and the End of the Korean War », *op. cit.*, p. 81-82.

72. Dwight D. Eisenhower, *The White House Years: Mandate for Change, 1953-1956*. Garden City, N. Y., Doubleday, 1963, p. 179-180.

73. Leon V. Sigal & Joel Wit, *North Korea's Perspective on the Global Elimination of Nuclear Weapons*. Washington D. C., The Henry L. Stimson Center, mai 2009.

74. Han S. Park, « Military-First Politics (Songun): Understanding Kim Jong-il's North Korea », *KEI Academic Paper Series*, 2(7), 2007.

3. Kim Il-sung, le « *Juche* » et le nucléaire

Au sortir de la guerre de Corée, qui fit des millions de victimes entre 1950 et 1953, la Corée du Nord était un pays ravagé, davantage victime collatérale qu'acteur à part entière d'un conflit qui la dépassait largement⁷⁵. Son industrie avait été complètement annihilée, sa population terriblement endeuillée et son gouvernement marginalisé dans pratiquement toutes les décisions stratégiques des forces communistes. Les États-Unis avaient sérieusement envisagé l'usage d'armes nucléaires sur son territoire. Sur ce même champ de bataille, la Chine de Mao avait bravé la menace nucléaire américaine et perdu des centaines de milliers de « volontaires »⁷⁶. L'ombre soviétique fut omniprésente : avec Mao et Truman puis Eisenhower, Staline a indiscutablement été un acteur central du conflit, même si l'implication soviétique pourtant massive était moins directement visible⁷⁷. C'est seulement à la mort du dirigeant soviétique que les négociations sur un armistice purent être débloquées.

Mais la fin de la guerre ne signifia pas pour autant la fin des tensions dans la péninsule coréenne. La ligne de démarcation entre les deux Corées, fixée au 38^e parallèle, fut l'un des principaux « points chauds » de la Guerre froide, d'autant plus instable que les régimes de Séoul et de Pyongyang perpétuaient – et le font toujours – l'ambition d'une réunification⁷⁸. De cette confrontation émergent les contraintes structurelles que les théoriciens d'un régime « paranoïaque » à Pyongyang⁷⁹ ne peuvent aujourd'hui ni éviter, ni peut-être même réformer autrement que par une fuite en avant. La Corée du Nord des années 1950 et 1960, sous l'impulsion de son président Kim Il-sung, s'activa à obtenir de Moscou et de Pékin⁸⁰ l'assistance nécessaire à la reconstruction et les garanties de sécurité nécessaires à sa survie. Jouant sur les deux tableaux, le leader nord-coréen put sécuriser d'importantes concessions en même temps qu'une réelle autonomie d'action. La Corée du Sud apparaissait de son côté ruinée et totalement dépendante des États-Unis. Kim Il-sung avait finalement obtenu que les troupes chinoises évacuent la péninsule, ce qui fut fait en 1958. Dans le même temps, l'administration Eisenhower décidait de répudier une clause de l'armistice, le paragraphe 13(d), qui interdisait l'introduction d'armes nucléaires dans la péninsule. En 1958, Washington commença à déployer en Corée du Sud des missiles et des « canons atomiques » afin de contrebalancer le retrait de la majeure partie de ses troupes.

75. Elizabeth Stanley parle des deux États coréens (République de Corée ou « Corée du Sud » et République populaire démocratique de Corée ou « Corée du Nord ») comme d'« acteurs sans pouvoir dans une guerre oubliée » (guerre « oubliée » car « coincée » dans l'historiographie américaine entre la deuxième Guerre mondiale et la guerre du Vietnam). Elizabeth A. Stanley, *Paths to Peace. Domestic Coalition Shifts, War Termination and the Korean War*. Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 65.

76. Chen Jian, *China's Road to the Korean War*. New York: Columbia University Press, 1994.

77. Voir Kathryn Weathersby, « The Soviet Union », in James I. Matray & Donald W. Boose Jr. (éds.), *The Ashgate Research Companion to the Korean War*. Farnham, Ashgate, 2014, p. 85-96.

78. Pierre Journoud (dir.), *La guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours*. Paris, L'Harmattan, 2014.

79. Paul French, *North Korea: The Paranoid Peninsula*. Londres, Zed Books, 2005.

80. Sur le rôle de Pékin dans la reconstruction de la Corée du Nord voir Zhihua Shen, Yafeng Xia, « China and the Post-War Reconstruction of North Korea, 1953-1961 », *op. cit.*

Pour Kim Il-sung, marqué par son expérience de la guerre, la maîtrise du feu atomique est apparue comme la condition de son émancipation et la seule garantie viable de sécurité, face aux centaines d'armes nucléaires américaines pointées vers son territoire⁸¹ mais aussi face à ses patrons communistes à Moscou et à Pékin. À ses yeux, ces derniers, comme le rapporte l'historienne Kathryn Weathersby, avaient en effet plusieurs fois trahi les intérêts nord-coréens⁸². Aussi a-t-il cherché à obtenir cette capacité, à travers l'assistance de ses alliés communistes et en cherchant à lancer ses propres recherches⁸³. Pour le président nord-coréen, il s'agissait à la fois de disposer à terme d'une capacité de dissuasion autonome et de donner corps, dans un champ symbolique et stratégique, à ce qui deviendrait une idéologie d'État : la doctrine du « *Juche* ».

La doctrine du « *Juche* » associe plusieurs idées et effectue, grossièrement, la synthèse entre les canons marxistes-léninistes et un exceptionnalisme, souvent appelé « néo-confucianiste », coréen. Dayez-Bourgeon explique que « dans les faits, *Juche* rimait aussi avec exaltation patriotique, voire affirmation nationaliste. Pour ses alliés, il signifiait que, bloc socialiste ou pas, la Corée du Nord tenait avant tout à son autosuffisance économique, à son autonomie idéologique et, surtout, à son indépendance politique et culturelle.

Capitaliste, antirévolutionnaire et dépendant de l'aide américaine, la Corée du Sud incarnait le contre-exemple de la nation *juche*, ce qui la destinait à être un jour ou l'autre libérée par le Nord »⁸⁴.

Champ sémantique imposé par le régime à l'ensemble de la société nord-coréenne, le *Juche* est à la fois moteur, objectif et cadre d'une action publique nécessairement contraignante car héroïque. En cela, sa place est dans le discours avant d'être dans la pratique. Il s'agit, en d'autres termes, de la présentation formelle qu'offre le régime de son action ; pas tant son propre référentiel. Pour Myers, l'idéologie dominante en Corée du Nord est en fait bien différente du communisme, du confucianisme ou de la « vitrine » du *Juche*. « Loin d'être complexe », dit-il, « elle peut être résumée en une seule phrase : le peuple coréen est trop pur, et donc trop vertueux, pour survivre dans ce monde mauvais sans un grand leader parental⁸⁵. »

81. Jusqu'à un millier de bombes nucléaires américaines furent stationnées en Corée du Sud, le pic ayant été atteint au milieu des années 1960.

82. Citée dans Murray Hiebert, « Pyongyang Long Sought Atomic Bomb », *The Wall Street Journal*, 18 mai 2005. En 1956, Pékin et Moscou ont par exemple cherché à sérieusement limiter le pouvoir de Kim Il-sung voire à le renverser. Détails dans James F. Person, « 'We Need Help from Outside': The North Korean Opposition Movement of 1956 », *Cold War International History Project Working Paper*, n° 52, août 2006, 85p. et également James F. Person, « New Evidence on North Korea in 1956 », *Cold War International History Project Bulletin*, Issue 16, « Inside China's Cold War » Edited by Christian F. Ostermann, Washington DC, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Automne 2007/Winter 2008, p. 447-527.

83. Détails sur ces efforts persistants et difficiles dans Balazs Szalontai, Sergey Radchenko, « North Korea's Efforts to Acquire clear Technology and Nuclear Weapons : Evidence from Russian and Hungarian Archives », *Cold War International History Project Working Paper*, n° 54, août 2006, 75p. Voir également les archives reprises sur la page North Korean Nuclear History.

84. Pascal Dayez-Bourgeon, *Histoire de la Corée. Des origines à nos jours*. Paris, Tallandier, 2012, p. 203.

85. B. R. Myers, *The Cleanest Race. How North Koreans See Themselves – and Why It Matters*. New York, Melville House, 2010.

TOUR DU JUCHE



Crédit photo : Bjørn Christian Tørrissen (Source : Wikipedia)

Le référent du *Juche* fournissait sa place à Kim Il-sung, restait à formaliser un programme politique : dès 1962, le régime s'attacha à poursuivre une politique d'« emphase égale », un programme « parallèle de développement économique et militaire »⁸⁶ où le militaire prit rapidement le pas sur l'économique.

L'ambition nucléaire de Pyongyang remonte donc à la fois très loin, et met en scène les principaux référents de la propagande officielle – une lutte « à mort » contre l'impérialisme américain et les « valets » de Corée du Sud –, la nécessaire indépendance à l'égard de grandes puissances dominatrices – y compris en non-dit, ses alliés communistes –, la fierté de disposer de l'attribut de puissance ultime, la conviction idéologique du « leader suprême », etc. Depuis Pyongyang, l'enjeu d'une « dissuasion » effective est rien moins que primordial.

86. Charles K. Armstrong, *Tyranny of the Weak: North Korea and the World, 1950-1992*. Ithaca, Cornell University Press, 2013, p. 133.

CORÉE DU NORD NUCLÉAIRE : DÉVELOPPEMENTS ET MOYENS

1. Kim Jong-il et les crises nucléaires des années 1990 et 2000

Pour un régime construit sur les cendres d'une confrontation dévastatrice entre grandes puissances et consacrant les principes d'indépendance, de « pureté » et d'une direction suprême individualisée, la succession à Kim Il-sung est apparue, dès les années 1970, comme un défi existentiel. À cette époque, rappelle Charles Armstrong, la Corée du Nord « avait cessé d'être une dictature communiste «normale» [...], pour devenir un régime au leadership héréditaire, fermement centré sur la famille Kim »⁸⁷.

À partir de 1980, c'est le fils aîné de Kim Il-sung qui s'impose comme successeur désigné. Kim Jong-il est progressivement intégré aux instances dirigeantes, sur la base de son « lignage révolutionnaire ». Pour progressive qu'ait été sa montée en grade, il est néanmoins projeté radicalement dans ce qui sera la « première crise nucléaire coréenne ». Elle atteint son pic en 1994. Les décisions prises alors, peut-être plus encore que les options fondamentales formulées par Kim Il-sung, ont creusé le sillon d'une politique internationale nord-coréenne résolument tournée vers l'escalade, dans les mots et les gestes, et vers la constitution d'une dissuasion « crédible ».

Le régime de Kim Il-sung s'était engagé dans un programme nucléaire dès les années 1950 (cf. *infra*) et voulait éviter d'intégrer le régime multilatéral de lutte contre la prolifération que les deux superpuissances avaient consolidé autour du Traité de non-prolifération ou « TNP ». Cependant, pour obtenir de l'aide de l'Union soviétique, Pyongyang a dû faire des concessions et signer en 1977 un premier accord de « sauvegarde » avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) puis accéder au Traité de non-prolifération en 1985. Dans ces négociations, il se voyait reconnaître le droit de mener un programme nucléaire civil mais devait se soumettre aux inspections d'experts chargés de vérifier qu'il ne dissimulait pas d'ambitions militaires.

Pour la Corée du Nord, les années 1990 représentent un moment charnière de son histoire. Le bloc de l'Est à peine disparu, l'Union soviétique s'effondrait, alors que son leader Kim Il-sung était malade (il est mort en 1994) et que son économie marquait le coup. Au contraire, celle de son voisin du sud se développait à toute allure et la Chine poursuivait – non sans heurts – une réforme majeure de son économie et une adaptation de son système idéologique. Pékin, dans le même mouvement – et à la fureur de Pyongyang –, normalisait ses relations avec Séoul en 1992.

87. Charles Armstrong, « Hereditary Succession in North Korea: Lessons of the Past », *38North*, 25 avril 2012.

À la suite de quoi, les dirigeants chinois et nord-coréens ne se rencontreront pas pendant presque sept ans (de 1992 à 1999). La période était donc délicate, et c'est dans ce cadre que les États-Unis ont publié des renseignements confirmant un programme nucléaire militaire nord-coréen. Pyongyang, confrontée à une pénurie énergétique et alimentaire sans précédent, a négocié sa coopération (l'accord avec l'AIEA de 1992) contre une assistance extérieure.

Mais l'AIEA a dû constater assez rapidement que le régime nord-coréen ne coopérait pas entièrement : il est devenu évident que le pays avait mis en place un programme de traitement des déchets nucléaires lui permettant d'accumuler du plutonium (cf. *infra*).

La crise faillit dégénérer en conflit ouvert lorsque la Corée du Nord annonça sa volonté de quitter le TNP, et plus encore lorsqu'elle décida de retraiter – sans surveillance de l'AIEA – le combustible usé de son réacteur de Yongbyon. Mais l'administration Clinton, après l'intervention de l'ancien président Carter, finit par négocier un accord avec Pyongyang : l'« Accord-cadre » de 1994, par lequel la Corée du Nord s'engageait à suspendre son programme nucléaire militaire en échange de garanties de sécurité, de fournitures énergétiques et de la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires à eau légère. Le KEDO (Organisation de développement énergétique coréenne), un consortium regroupant notamment les deux Corées, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne sera mis en place en 1995 pour assurer la construction de deux réacteurs nucléaires à eau légère prévu dans cet accord⁸⁸ (voir supra).

De 1994 à 2002 (date de la « mort du KEDO » selon Glyn Ford qui ajoute qu'il fallut néanmoins cinq années de plus pour l'enterrer définitivement)⁸⁹, en dépit de l'arrêt des opérations dans les deux sites nucléaires nord-coréens connus, la mise en œuvre de l'Accord-cadre va buter sur la mauvaise volonté des uns et des autres⁹⁰, mais aussi sur le comportement passé de Pyongyang et sur le stock de plutonium que le pays aurait réussi à constituer – de quoi fabriquer de deux à quatre ogives nucléaires, selon les sources⁹¹. L'AIEA rapportera régulièrement un manque de coopération de la part de Pyongyang et les États-Unis maintiendront et renforceront les sanctions à l'encontre du régime pour sa responsabilité dans la prolifération à l'échelle mondiale de matières fissiles, de technologies balistiques et nucléaires et d'autres biens à double usage – exactement ce que le TNP a pour but et mandat de combattre. En outre, le programme balistique nord-coréen, lui, continuait à progresser.

88. Voir sur le KEDO, Joel S. Wit, Daniel B. Poneman & Robert L. Gallucci, *Going critical: the first North Korean nuclear crisis*. Washington D. C., Brookings Institution Press, 2004.

89. Glyn Ford & Soyoung Kwon, *North Korea on the Brink: Struggle for Survival*. Londres, Ann Arbor, Pluto Press, 2008, p. 185.

90. *Idem*, p. 183 et ss.

91. Anthony H. Cordesman, *North Korean Nuclear Forces and the Threat of Weapons of Mass Destruction in Northeast Asia*. Washington D. C., CSIS, 2016, p. 26-27.

À partir de 2002, il est apparu de plus en plus clairement que Pyongyang avait poursuivi un programme d'enrichissement secret de l'uranium. En 2004, il devient même à peu près certain que « le père de la bombe pakistanaise »⁹², Abdul Qadeer Khan, a fourni aux Nord-Coréens des éléments de centrifugeuses en échange de technologie de missiles⁹³.

En janvier 2004, Pyongyang ouvre les portes du complexe nucléaire de Yongbyon à une délégation américaine et montre à ses membres le plutonium qui y était produit pour les convaincre que le pays dispose bien d'un outil « de dissuasion »⁹⁴. La crise nucléaire nord-coréenne est relancée.

Ces révélations finissent d'enterrer l'Accord-cadre de 1994⁹⁵ et portent un grand coup au rapprochement intercoréen que le président sud-coréen Kim Dae-jung défend sous les couleurs d'une « *Sunshine Policy* » qui culmine avec le sommet historique de Pyongyang en 2000. Le contexte international est marqué par les conséquences des attentats du 11 septembre aux États-Unis et, dans son discours sur l'état de l'Union de 2002, le président George W. Bush associe la Corée du Nord à « l'axe du mal ». La coopération de Pyongyang avec des régimes « voyous » comme la Libye ou la Syrie apparaît aux États-Unis comme une menace de premier plan pour la sécurité nationale, et la lutte contre la prolifération comme une priorité de politique étrangère. La crise demande une réponse, que l'administration Bush accepte, sous la pression chinoise, de concevoir en termes diplomatiques à partir de 2003. Reste que Washington maintient les sanctions en place contre Pyongyang, et demande une suspension du programme nucléaire nord-coréen comme *préalable* à toute avancée significative de sa part.

Un nouvel élan est pourtant donné aux négociations internationales en 2003, nouvelle année charnière, après le retrait officiel de la Corée du Nord du TNP et alors que le régime affiche ouvertement le redémarrage de sa production de plutonium⁹⁶. Ces discussions, les « pourparlers à six » entre la Chine, les États-Unis, le Japon, la Russie et les deux Corées, débouchent en 2005 sur un accord de dénucléarisation de la péninsule, où Pyongyang s'engage à abandonner son programme balistique et nucléaire en échange de garanties de sécurité et de la construction sur son sol de deux réacteurs nucléaires à eau légère. Pour la Corée du Nord, ces réacteurs doivent être livrés parallèlement aux engagements qu'elle a pris, c'est-à-dire immédiatement.

92. William J Broad, David E. Sanger & Raymond Bonner, « A Tale of Nuclear Proliferation: How Pakistani Built His Network », *New York Times*, 12 février 2004.

93. Le Pakistan a sa propre version du *Nodong*, appelée Ghauri. IISS, « Pakistan and North Korea. Dangerous counter-trades », *IISS Strategic Comments*, 8(9), 2002 ; Michael Laufer, « A. Q. Khan Nuclear Chronology », *Carnegie Endowment for International Peace*, 7 septembre 2005.

94. Siegfried S. Hecker, « Lessons learned from the North Korean nuclear crises », *op. cit.*, p. 46.

95. Jonathan Pollack, « The United States, North Korea, and the End of the Agreed Framework », *Naval War College Review*, 56(3), 2003, p. 11-49.

96. Siegfried S. Hecker, « Visit to the Yongbyon Nuclear Scientific Research Center in North Korea », *Senate Committee on Foreign Relations Hearing*, 21 janvier 2004.

Pour Washington cependant, ils ne pourront l'être qu'au terme du démantèlement du programme nucléaire nord-coréen. Étant donné cette différence d'interprétation, l'accord ne permettra pas de gérer durablement la crise. Elle prend un nouveau tour en octobre 2006, lorsque Pyongyang fait exploser une bombe nucléaire. Probablement raté (*fizzle*), ce test fait néanmoins du pays une puissance nucléaire *de facto*⁹⁷, non intégrée au régime mondial de non-prolifération (donc non reconnue)⁹⁸.

2. Kim Jong-un et la fuite en avant

Lorsqu'il accède au pouvoir en 2011, Kim Jong-un a, semble-t-il, 28 ou 29 ans. Il est apparu comme le successeur désigné de son père à peine un an auparavant, alors que son père avait, lui, passé quatorze ans dans l'ombre de son propre géniteur, entre 1980 et 1994, avant de prendre les rênes du pouvoir⁹⁹.

Lors de l'enterrement de son père, Kim Jong-un est entouré d'une série de haut gradés que la presse internationale perçoit comme une variable clé dans le futur du pays : le nouveau leader perpétuera-t-il le système autocratique familial, ou devra-t-il composer avec d'autres figures importantes ? La question se posait d'autant plus que l'armée avait consolidé son influence dans l'appareil d'État (au détriment du parti) dans les années 1990, et après les essais nucléaires de 2006 et 2009.

Officiellement, cette influence de l'armée dans les affaires politiques tire ses racines des années 1960, lorsque le Parti annonce, sous la houlette de Kim Il-sung, que le peuple nord-coréen doit « construire [son] socialisme » par la défense contre l'ennemi « une arme dans une main, le marteau et la faucille dans l'autre »¹⁰⁰. La compétition avec la Corée du Sud et les États-Unis et la légitimité du régime en place imposent une allocation prioritaire des ressources à l'outil militaire, et au programme balistique-nucléaire en particulier. Dans les années 1990, la chute de l'Union soviétique et de mauvaises conditions climatiques s'ajoutent aux errements politiques et bureaucratiques du régime pour plonger le pays dans une terrible famine, qui fait entre 600 000 et 2 500 000 victimes¹⁰¹.

97. Depuis 2012, la Corée du Nord a inscrit dans sa Constitution son statut d'« État doté de l'arme nucléaire ».

98. Seung-Ho Joo & Tae-Hwan Kwak (eds.), *North Korea's Second Nuclear Crisis and Northeast Asian Security*. Londres, Routledge, 2016 (2007) ; Jina Kim, *The North Korean Nuclear Weapons Crisis : The Nuclear Taboo Revisited?* Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.

99. Peter Foster, « North Korean military backs succession of Kim Jong-un », *The Telegraph*, 27 septembre 2010.

100. Dae-Sook Suh, « Arms and the Hammer and Sickle: Kim Il Sung and the Rise of the Partisan Generals in the 1960s », *The Korean Journal of Defense Analysis*, 1(2), 1989, p. 217-239.

101. Stephan Haggard & Marcus Noland, *Hunger and Human Rights: The Politics of Famine in North Korea*. Washington D. C., US Committee for Human Rights in North Korea, 2005 ; Joshua Stanton & Sung-Yoon Lee, « Pyongyang's Hunger Games », *The New York Times*, 7 mars 2014. Stephan Haggard & Marcus Noland, *Hunger and Human Rights: The Politics of Famine in North Korea*. Washington D. C., US Committee for Human Rights in North Korea, 2005.

Cette famine sera recyclée par la propagande officielle en une période de « marche ardue », faisant le lien avec les épreuves de la guerre de Corée¹⁰², et donnera lieu, en 1995, à la proclamation du « *Songun* » ou « l'armée d'abord »¹⁰³. Il s'agissait de « vénérer le leadership du parti, qu'il exerce via la doctrine de "l'armée d'abord"¹⁰⁴, mais aussi de placer plus formellement encore l'armée (et l'industrie de défense) au cœur de la doctrine officielle du *Juche*¹⁰⁵.

Cette politique du *Songun* est indissociable de l'idéologie du *Juche*. Elle en avance la cause selon le principe suivant : c'est la force des armes – des forces armées coréennes – qui constitue le moteur et la principale force de la révolution socialiste telle qu'imaginée par le régime des Kim, en accord avec l'idéologie du *Juche*. L'armée, dans ce cadre, n'est pas seulement au centre du pouvoir politique, elle est LE centre : elle est source de légitimité pour toute politique publique, car c'est dans la confrontation armée que s'est forgé le Parti des travailleurs de Corée et que s'est révélée la vision politique de Kim Il-sung et c'est toujours par la confrontation armée – avec les États-Unis et la Corée du Sud – que le régime justifie ses choix diplomatiques et politiques. La politique du *Songun* ne fait donc pas de l'armée une institution dominant le parti, mais un instrument valorisé par la dynastie Kim au service de son discours de légitimation. Elle renverse (relativement) habilement l'enjeu de l'allocation des ressources : si l'armée est au centre de toute politique, car la menace est grande et les besoins de la révolution le sont tout autant, alors y consacrer l'essentiel des ressources de l'État est « normal » plutôt que problématique. Les fonds alloués aux forces armées ne sont plus une cause de souffrances pour une population qui manque de tout, mais la solution – à long terme bien sûr...

En 2012, Kim Jong-il, « le dictateur qui avait fait de la Corée du Nord un État nucléaire » était mort¹⁰⁶, et le futur du programme nucléaire national semblait incertain sous la houlette d'un jeune leader inexpérimenté¹⁰⁷. Cette transition dynastique pouvait témoigner tout autant de la force du régime, de sa stabilité¹⁰⁸, que de sa faiblesse¹⁰⁹. Kim Jong-un confirme rapidement son intention d'inscrire sa propre action dans la continuité des principes de ses aînés : il parle dès mars 2013 d'une politique du « *byongjin* »¹¹⁰, c'est-à-dire d'un développement parallèle associant croissance

102. Heonik Kwon, « Time Consciousness in North Korea's State Security Discourse », in Martin Holbraad & Morten Axel Pedersen (éds.), *Times of Security Ethnographies of Fear, Protest and the Future*. New York, Routledge, 2013, p. 203-207.

103. Alexander V. Vorontsov, « North Korea's Military-first Policy: A Curse or a Blessing? », *Brookings (op-ed)*, 26 mai 2006 ; Ilyong J. Kim, « Kim Jong Il's Military First Politics », in Young Whan-kihl & Hong Nack-kim (éds.), *North Korea. The Politics of Regime Survival*. New York, M. E. Sharpe, 2005, p. 59-74.

104. B. R. Myers, *The Cleanest Race. How North North Koreans See Themselves – and Why It Matters*, op. cit.

105. Voir: Benjamin Habib, « North Korea's nuclear weapons programme and the maintenance of the Songun system », *The Pacific Review*, 24(1), 2011, p. 43-64 ; Jongseok Woo, « Songun Politics and the Political Weakness of the Military in North Korea: An Institutional Account », *Problems of Post-Communism*, 63(4), 2016, p. 253-262.

106. David E. Sanger, « Kim Jong-il, Dictator Who Turned North Korea Into a Nuclear State, Dies », *The New York Times*, 18 décembre 2011.

107. Bruce Klingner, « Uncertainties over North Korea's Leadership Transition: Broader Contingency Planning is Essential for Regional Stability », *Heritage Foundation*, 10 avril 2012.

108. John Swenson-Wright « North Korea's Leadership Transition: Stability rather than Chaos », *Chatham House Asia Programme Paper 2011/09*, décembre 2011.

109. Scott A. Snyder, « Family Circus: Kim Jong Un's Brothers on North Korea's Future », *The Atlantic*, 19 janvier 2012.

110. Chung Young-chul, Kim Yong-hyun & Moon Kyungyon, « State Strategy in the Kim Jong-un Era: The «Byongjin» Policy of Pursuing Economic and Nuclear Development », *Korea Observer*, 47(1), 2016, p. 1-33.

économique et renforcement de l'arsenal nucléaire. Un retour au slogan « une arme dans une main, le marteau et la faucille dans l'autre » en quelque sorte, qui fut confirmé bien plus tard, en mai 2016, lors du septième Congrès du Parti des travailleurs¹¹¹.

Le 13 avril 2012, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Kim Il-sung, le régime de Kim Jong-un procédait au lancement d'une fusée *Unha-3* (la version « civile » du *Taepondong-2*) qui s'écrasait après moins de deux minutes de vol. La catastrophe fut retentissante, le *New York Times* parlant d'« une humiliation à un milliard de dollars »¹¹². Mais les observateurs extérieurs ne manquèrent pas la parade militaire qui, deux jours plus tard, exhiba six ICBM mobiles : les KN08. Il était certes peu probable que ces derniers soient opérationnels, il s'agissait plus vraisemblablement de maquettes, mais leur présence envoyait un message clair, que Kim Jong-un lui-même clarifia davantage encore dans son discours : « les puissances étrangères ne sont plus les seules à disposer d'un monopole sur la suprématie militaire » dit-il, « et l'époque où ils nous mentaient et nous menaçaient de leurs armes atomiques est définitivement révolue¹¹³. »

Cet échec sera suivi d'une nouvelle tentative, annoncée, le 12 décembre 2012. Une seconde fusée *Unha-3* est alors lancée et parvient à placer sur orbite un petit satellite. Sans surprise, le Conseil de sécurité réagit à cette violation flagrante des sanctions en place (1718 en 2006 et 1874 en 2009), par une nouvelle Résolution, la Résolution 2087, adoptée le 22 janvier 2013. Cette dernière appelle une fois encore, dans son paragraphe 3, la Corée du Nord à ne pas mener de nouveau test balistique ou nucléaire. Deux jours plus tard, Pyongyang annonçait néanmoins sa volonté de procéder à un nouveau test nucléaire, ce qu'elle fit le 12 février 2013.

3. Depuis 2013 : une crise régionale qui n'en finit pas

Ce troisième test représente un nouveau tournant dans la crise du nucléaire nord-coréen : il ne fait pas que la prolonger, il en change la teneur. Non seulement la transition du leadership accélère plutôt que ne ralentit le programme nucléaire nord-coréen – malgré ses coûts vertigineux et l'isolement croissant qu'il implique pour le pays – mais aussi, ce programme progresse considérablement depuis 2006. Dans un communiqué officiel, Pyongyang déclare que ce test fait usage d'une « bombe A plus petite et légère, différente des précédentes »¹¹⁴. Il ne s'agit rien de moins, selon la propagande officielle, que de « démontrer physiquement la bonne performance de la dissuasion nucléaire de la Corée du Nord, qui [est aujourd'hui] diversifiée »¹¹⁵.

111. James Pearson, « North Korea leader Kim sets five-year economic plan, vows nuclear restraint », Reuters, 8 mai 2016.

112. Choe Sang-Hun & David E. Sanger, « Rocket Failure May Be Test of North Korean Leader's Power », *New York Times*, 13 avril 2012.

113. Stan Grant, « North Korea's young leader breaks the mold », *CNN*, 16 avril 2012.

114. « KCNA report on successful 3rd underground nuclear test », *Korean Central News Agency*, 12 février 2013.

115. *Idem*.

Sur le plan politique, ce test contredit cependant fortement Pékin, allié historique de Pyongyang et son principal soutien extérieur¹¹⁶. Ce dernier, qui s'était fortement engagé dans la décennie 2000 à travers les « pourparlers à six » pour tenter de trouver une issue à la crise du nucléaire nord-coréen¹¹⁷, a en effet exprimé à plusieurs reprises son souhait de voir la Corée du Nord s'abstenir de procéder à un tel essai. Une mise en garde dont Pyongyang n'a tenu aucun compte. Aussi, Pékin a-t-il voté en mars 2013 en faveur de la résolution 2094 des Nations unies lui imposant des sanctions et surtout, une première, en adoptant des mesures de sanctions unilatérales à son égard (notamment dans le secteur bancaire).

En avril 2013, le ministre des Affaires étrangères chinois a clairement mis en garde Kim Jong-un contre la poursuite de ce programme, un développement inédit dans les relations bilatérales depuis une décennie. Le ministère du Commerce chinois publie quelques mois plus tard une liste d'équipements et de substances chimiques interdits à l'exportation vers la Corée du Nord¹¹⁸. D'autres mesures (restriction au tourisme, suspension de certains projets d'infrastructure et de certaines importations de produits de pêche nord-coréens...) sont également prises et le 8 mars 2014, Pékin, faisant un pas de plus, fixe une « ligne rouge » à la Corée du Nord en déclarant qu'il ne permettra ni le chaos ni la guerre dans la péninsule coréenne et en rappelant que « la paix » ne peut venir que par le biais de la « dénucléarisation »¹¹⁹. Autant de gestes symbolisant un durcissement inédit de la politique chinoise à l'égard de Pyongyang et de ses ambitions nucléaires à ce moment.

Le gouvernement chinois conserve cependant de très puissants intérêts au maintien du statu quo : peu de scénarios consécutifs à la chute du régime à Pyongyang lui semblent favorables (déstabilisation de la péninsule, migrations incontrôlées, installation militaire américaine à sa frontière...). C'est d'ailleurs sur ce calcul – bien compris des trois générations de Kim qui se sont succédé à la tête de la Corée du Nord depuis les années 1950 – que continue de reposer la réticence chinoise à durcir la pression sur un régime qui en tire largement profit jusque-là. Reste que la Chine a également un intérêt vital à la dénucléarisation de la Corée du Nord, apparu de manière évidente à l'occasion du test de 2013¹²⁰.

Plus que jamais, le dossier du nucléaire est devenu un facteur d'irritation récurrente dans leurs rapports bilatéraux, marqués par un refroidissement depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un en 2011. Le nombre d'échanges diplomatiques de haut niveau a en effet chuté considérablement.

116. Xiaohu Cheng, « North Korea's Third Nuclear Test and Its Impact on Sino-North Korean Relations », *The Journal of East Asian Affairs*, 27(1), 2013, p. 23-46.

117. Yang Xiyu, « China's role and Its Dilemmas in the Six-party talks », in Carla Freeman (éd.), *China and North Korea : strategic and policy perspectives from a changing China*. New York, Palgrave Macmillan, 2015, p. 179-188.

118. Jane Perlez, « China Bans Items for Export to North Korea, Fearing Their Use in Weapons », *The New York Times*, 24 septembre 2013.

119. Michael Martina & Ben Blanchard, « China draws 'red line' on North Korea, says won't allow war on peninsula », *Reuters*, 8 mars 2014.

120. Shi Yinhong, « Painful Lessons, Reversing Practices, and Ongoing Limitations: China Facing North Korea since 2003 », in *China and North Korea: strategic and policy perspectives from a changing China*, op. cit., p. 27 et ss.

En rupture avec ses prédécesseurs, à l'automne 2016, le président Xi Jinping n'a toujours pas rencontré son homologue nord-coréen alors qu'il s'est entretenu à plusieurs reprises depuis 2013 avec la présidente sud-coréenne et l'a même invitée à Pékin à l'occasion de la commémoration des 70 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale – une commémoration hautement symbolique à laquelle le leader nord-coréen brillait par son absence.

Malgré les turbulences provoquées dans ses relations avec Pékin, Pyongyang s'est entêté dans ses ambitions. Il a accru la fréquence et la variété de ses essais de missiles – tirs de missiles à moyenne portée en mars 2014, essais de missiles tirés depuis un sous-marin en mai, novembre et décembre 2015, tirs de missiles balistiques de portée intermédiaire (IRBM) et de missiles balistiques lancés depuis des sous-marins (SLBM) (ex : 31 mai 2016, 22 juin 2016 et le 29 août 2016) – et a procédé à deux nouveaux essais nucléaires en janvier puis en septembre 2016, à la consternation de la communauté internationale ainsi que de la Chine. En réaction, la République populaire a voté en faveur de la résolution 2270 des Nations unies du 2 mars 2016¹²¹ entérinant de nouvelles sanctions contre le régime nord-coréen¹²², adopté en avril 2016 une nouvelle série de sanctions unilatérales¹²³, et finalement, à la suite de l'essai de septembre 2016, décidé d'accroître, malgré leurs relations délicates sur de nombreuses questions, son niveau de coopération avec Washington au Conseil de sécurité des Nations unies sur le dossier du nucléaire nord-coréen¹²⁴.

En raison des hésitations précédentes de Pékin, beaucoup d'observateurs demeurent sceptiques quant à la volonté chinoise d'appliquer une pression déterminante sur son voisin nord-coréen malgré ses provocations¹²⁵. Même s'il est trop tôt pour savoir jusqu'où le rapprochement sino-américain sur ce dossier pourrait mener, la possibilité d'une entente entre Washington et Pékin sur une position plus incisive à l'encontre du régime de Kim Jong-un ne peut être totalement écartée¹²⁶.

121. Voir Chen Qin, « Closer Look: Why China Is Getting Tougher on North Korea », *Caixin Online*, 14 mars 2016.

122. Résolution 2270 (2016).

123. Le ministère du Commerce chinois a établi une liste de produits dont l'importation et l'exportation sont interdites depuis ou vers la Corée du Nord (y compris le charbon, le fer et le minerai de fer, l'or, le titane et les terres rares).

124. Reuters, « U. S. and China Vow Greater Cooperation After North Korean Nuclear Test », *Fortune*, 20 septembre 2016.

125. Difficile de se prononcer sur ce point. L'attitude de Pékin reste ambiguë. Les informations sont contradictoires. Pour M. Brazil, les restrictions sur certaines exportations à destination de la Corée du Nord décidées au début de l'année 2016 par la Chine semblent ainsi n'avoir été que temporaires. Voir : Matthew Brazil, « The Stable Door and Chollima: Chinese Computers and North Korean IT », *China Brief*, 16 (16), 26 octobre, 2016. D'un autre côté, Pékin a entamé une enquête sur la firme *Dandong Hongxiang Industrial Development Co* (DHID) sanctionnée par Washington pour ses activités en direction de la Corée du Nord ainsi que sur la succursale de la banque nord-coréenne *Korea Kwangson Banking Corp.* (KKBC) installée dans la ville frontière chinoise de Dandong. Voir « U. S. sanctions Chinese firm tied to North Korea's nuclear program », *Reuters*, 26 septembre 2016 et Adam Cathcart, « Unraveling China-North Korea Relations », *The Diplomat*, 27 septembre 2016.

126. Une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations unies est restée longtemps en cours de négociation, mais la Chine aurait explicitement annoncé vouloir attendre le résultat des élections aux États-Unis. Elizabeth Shim, « China postponing U.N. North Korea resolution till after U.S. election », *UPI*, 4 novembre 2016.

C'est qu'à Pékin, la pression croît. Le nucléaire nord-coréen risque de réduire encore la marge de manœuvre de la Chine face à un voisin déjà très récalcitrant. Les provocations et décisions de Pyongyang érodent considérablement, dans leur ampleur et leur répétition, l'intérêt fondamental de Pékin à le maintenir en place. L'image de la Corée du Nord auprès des élites et de l'opinion publique chinoises s'est aussi très fortement dégradée ces dernières années du fait de sa politique nucléaire et d'autres facteurs (nature du régime, incidents à la frontière avec la Chine, dédain total pour les avertissements chinois et les intérêts de Pékin, etc.)¹²⁷.

Ils sont de plus en plus nombreux en République populaire – de l'ordre de 60 % selon des estimations évoquées dans *Global Times*¹²⁸ – à considérer Pyongyang davantage comme un fardeau que comme un atout pour la RPC, ce qui pourrait peser à terme sur les choix de Pékin et même faciliter des décisions en défaveur de Pyongyang, même si le poids de l'opinion publique sur la prise de décision en Chine demeure très difficile à estimer. C'est en tout cas un facteur d'incertitude dont Pyongyang pourrait avoir à tenir compte dans l'avenir.

Parallèlement, les choix de Pyongyang ont eu pour effet de remettre en cause la « politique de confiance » (*trustpolitik*) lancée à l'égard de la Corée du Nord par la présidente sud-coréenne Park Geun-hye après son élection. Cette politique était destinée à permettre un rapprochement entre les deux voisins en jouant sur une combinaison – qui se voulait efficace et équilibrée – d'options politiques contradictoires, telles que la pression et le dialogue, la dissuasion et la coopération, tout en séparant les problèmes humanitaires de ceux liés à la politique et de sécurité. Face aux différentes provocations nord-coréennes, la présidente sud-coréenne a finalement été amenée à y renoncer. Dans un discours devant l'Assemblée nationale à Séoul en février 2016, elle a ainsi déclaré : « il est devenu clair que [notre] approche actuelle et [notre] bonne volonté ne vont pas stopper le programme nucléaire du régime nord-coréen »¹²⁹. Les derniers canaux de communication entre les deux pays, que la présidente avait espéré redynamiser à son arrivée au pouvoir, ont été complètement fermés à ce moment¹³⁰.

Le rapprochement sino-sud-coréen qui s'était dessiné à partir de 2013 a également fait les frais de la poursuite par Pyongyang de ses ambitions nucléaires. Il s'est en effet heurté à l'incapacité de Pékin – selon Séoul – de restreindre les provocations de Kim Jong-un¹³¹, avant de dérailler complètement après le cinquième test nucléaire de Pyongyang, lorsque la Corée du Sud a accepté le déploiement d'un système de défense antimissile balistique (DAMB) américain « THAAD » sur son territoire (malgré des menaces chinoises de rétorsions).

127. Nathan Beauchamp-Mustafaga, « Chinese Public Opinion and North Korea: Will Anger Lead to Policy Change? », *China Brief*, 15(1), 9 janvier 2015.

128. « Public opinion may alter China's NK policy », *Global Times*, 15 février 2016.

129. Jack Kim, « South Korea's Park, in reversal, vows hard line with North Korea », *Reuters*, 16 février 2016.

130. « The South's 'trustpolitik' towards North Korea has unravelled », *The Economist*, 20 février 2016.

131. Patricia M. Kim, « Lost Illusions. How Beijing Failed to Woo Seoul », *Foreign Affairs*, 30 septembre 2016.

Cette détérioration des relations sino-sud-coréennes provoquée par les choix de Pyongyang a à nouveau écorné les intérêts chinois Pékin cherchait en effet – avec un certain succès jusque-là – à utiliser son rapprochement avec Séoul pour affaiblir le triangle Japon/Corée du Sud/États-Unis en Asie de l'Est et renforcer ainsi, de son point de vue, sa sécurité nationale. Un objectif que la politique de Pyongyang a donc sérieusement mis à mal.

Malgré la méfiance latente existant dans les relations entre la Corée du Sud et le Japon¹³², la politique de Pyongyang a poussé chacun de ces deux pays à approfondir leur coopération sécuritaire avec Washington. Le déploiement du système THAAD américain en Corée va nécessairement amener dans son sillage une mise en réseau des informations obtenues par son radar, et une communication « en couches » avec les autres éléments de défense antimissile présents dans la zone – au Japon, sur les navires de la marine américaine. Ce déploiement n'oblitérera vraisemblablement pas tous les obstacles à une coopération militaire plus structurée entre Séoul et Tokyo, dont les relations souffrent de désaccords relatifs à leur passé commun et à des disputes territoriales en mer du Japon¹³³. Mais il pourrait néanmoins contribuer à accentuer un processus de rapprochement qui est actuellement d'ores et déjà enclenché. La Corée du Sud, le Japon et les États-Unis ont récemment convenu de travailler ensemble pour mettre davantage de pression sur la Corée du Nord afin qu'elle abandonne son programme nucléaire et balistique¹³⁴. Parallèlement, Séoul a annoncé son intention de reprendre les pourparlers avec le Japon pour la conclusion d'un accord de partage direct des renseignements militaires sur les activités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord – une possibilité gelée depuis 2012¹³⁵. Un « *General Security of Military Information Agreement* » (GSOMIA) pourrait donc être conclu avant la fin de l'année entre les deux pays, concrétisant leur rapprochement face à la menace que fait peser Pyongyang¹³⁶.

Quoi qu'il en soit, les ambitions nucléaires de Kim Jong-un ont de toute façon déjà offert le meilleur justificatif possible à Séoul, Tokyo et Washington pour se rapprocher, renforcer leur coopération militaire mais aussi leur dispositif de défense domestique, un développement contraire non seulement aux intérêts de Pyongyang mais aussi à ceux de la Chine comme le montrent les critiques continues de Pékin face au déploiement d'un système THAAD sur le territoire sud-coréen¹³⁷. Si la Chine concentre aujourd'hui ses critiques sur Séoul et Washington, ces développements n'auraient pas été possibles sans les provocations de Pyongyang, un constat que certains n'oublieront peut-être pas à Pékin...

132. Voir : Scott Snyder, Brad Glosserman, *The Japan-South Korea identity clash: East Asian security and the United States*. New York: Columbia University Press, 2015.

133. Voir : Peter Murphy, « The Limits of the Japan-South Korea Military Relationship », *The Diplomat*, 21 septembre 2016.

134. « Japan, U. S., South Korea agree to put more pressure on North Korea: Japan official », *Reuters*, 27 octobre 2016.

135. Ce type d'informations passe actuellement par Washington.

136. Yoshihiro Makino, « Seoul to put aside differences with Tokyo, seal intelligence deal », *The Asahi Shimbun*, 27 octobre 2016.

137. « Pékin continue de s'opposer fermement au déploiement du THAAD en Corée du Sud », *KBS World Radio*, 1^{er} octobre 2016.

CONCLUSION

La première partie de ce rapport a montré d'une part l'importance que prend aujourd'hui la défense antimissile dans les relations intercoréennes et au-delà et d'autre part, l'évolution rapide des capacités nord-coréennes dans le domaine du nucléaire militaire – à la fois en termes d'enrichissement et de vectorisation –, qui a abouti à la constitution d'une dissuasion crédible, même si elle actuellement limitée, à une portée moyenne.

La deuxième partie de ce rapport a mis en évidence le poids politique qu'ont pris les capacités nucléaires et balistiques en Corée du Nord. Après les ambitions cachées de Kim Il-sung, Kim Jong-il avait mené un double jeu. Sous Kim Jong-un, le régime est effectivement engagé dans une fuite en avant. Il apparaît que pour Pyongyang, dans le contexte actuel, la provocation est la dernière monnaie d'échange à la disposition d'un régime aux abois.

Alors, le régime nord-coréen a-t-il finalement atteint ses objectifs ? La poursuite de l'option nucléaire par Pyongyang a en réalité produit des résultats mitigés. D'un côté, Kim Jong-un dispose aujourd'hui d'une arme de destruction massive, d'une menace crédible envers le voisin du sud, les forces américaines stationnées à proximité et le territoire japonais. Quoiqu'encore limitée en termes de fiabilité et de portée, cette capacité détaillée dans la première partie de ce rapport altère les paramètres fondamentaux de la stabilité en Asie du Nord-Est. Le « nouveau statu quo » que cherche à imposer la Corée du Nord renforce vraisemblablement le régime de Kim Jong-un sur le plan domestique, en termes de prestige et de légitimité du régime. Il lui confère également un sérieux outil de chantage et de dissuasion à l'international, ainsi qu'une carte maîtresse dans toute négociation future – si tant est qu'une telle négociation puisse avoir lieu...

D'un autre côté, il n'est pas certain que la sécurité du régime de Kim Jong-un soit renforcée, ni que sa marge de manœuvre diplomatique soit véritablement agrandie. En effet, le régime est plus isolé que jamais : même le soutien de Pékin est devenu plus incertain. Ses provocations répétées ont aussi ouvert la possibilité que Séoul et Tokyo n'en viennent à se doter à leur tour de capacités nucléaires pour y répondre, un développement certes difficilement envisageable à court terme mais qui n'est cependant plus exclu¹³⁸ et dont la seule perspective pourrait entraîner une escalade dangereuse avec Pékin. Quant à la marge de négociation diplomatique de Pyongyang, il n'est pas certain qu'elle soit réellement élargie.

138. On assiste en effet à un renouveau du débat sur ce sujet en Corée du Sud. Une majorité de la population sud-coréenne serait favorable à ce que Séoul détienne ses propres capacités dans ce domaine. Voir « A shrimp among whales », *The Economist*, 29 octobre 2016.

Au vu des sacrifices consentis pour obtenir la maîtrise du feu nucléaire, et de la place qu'a pris ce programme dans le système de légitimation du régime de Kim Jong-un, il semble peu probable que Pyongyang consente à une « dénucléarisation » effective. Dans ces conditions, que négocier ? Les possibilités de compromis semblent s'amenuiser...

L'enjeu de la défense antimissile et plus particulièrement du déploiement d'un système THAAD condensent ces difficultés et les concrétisent. Le système THAAD pose de gros problèmes à la Chine et à la Russie, qui y voient un risque pour leur propre outil de dissuasion. Le système THAAD remplit en outre une fonction particulière : il constitue un élément à part entière du mécanisme de « réassurance » des États-Unis à l'égard de leurs alliés sud-coréens, qui permet aux premiers de renforcer leur propre défense contre les missiles et de disposer d'un palier (d'une « sécurité ») supplémentaire dans l'escalade vers un conflit nucléaire ouvert, et qui permet aux seconds d'opposer une réponse militaire spécifique aux provocations de Pyongyang – sans passer par la case « frappes préventives ». Par ses provocations, la Corée du Nord a donc précipité ce déploiement, liant de la sorte son ambition nucléaire aux relations entre grandes puissances. Elle place de la sorte la Corée du Sud dans cette position inconfortable que sa diplomatie a traditionnellement cherché à éviter : celle de « la crevette au milieu des baleines », du petit pays coincé entre des géants qui s'affrontent.

Paradoxalement, le déploiement du THAAD dissocie les intérêts américains et coréens dans la péninsule en même temps qu'il les lie : la défense antimissile peut fournir le liant nécessaire à une « trilatéralisation » des alliances américaines dans la région (États-Unis, Japon, Corée du Sud), mais elle peut aussi amener Pyongyang à adopter une posture plus agressive encore. Pour la Corée du Nord, la défense THAAD amoindrit son outil de dissuasion et réclame soit le développement de nouvelles capacités (missiles plus avancés technologiquement) soit la consolidation d'une doctrine de frappes massives, saturant les défenses. Dans le même temps, Séoul a formalisé sa défense antimissile comme un système à trois composantes (« préventive », « d'interception » et de « représailles »). Dans un contexte où les lignes de communication sont rompues, les risques d'incompréhension et de dérapages sont élevés.

Aujourd'hui, un nouveau statu quo semble donc effectivement se mettre en place dans la péninsule, amenant dans son sillage une série d'incertitudes. La défense antimissile est une composante à part entière de ce statu quo. Elle représente la voie choisie par l'administration Park Geun-hye en réaction aux provocations de Kim Jong-un. Il s'agit là en quelque sorte d'un glissement de la dynamique à l'œuvre dans le champ diplomatique vers le champ militaire : la Corée du Sud a fermé les derniers canaux de communication avec Pyongyang à la suite des provocations de cette dernière, gardant comme uniques options un difficile retour en arrière ou la fuite en avant. Pour répondre à la menace nord-coréenne, il n'était pas non plus possible de seulement reposer sur des moyens d'interception, au demeurant insuffisants. En retournant aux recettes de la dissuasion (capacités de frappes préventives et promesse de représailles massives), Séoul a mis le doigt dans un engrenage.

La menace balistique est en hausse pratiquement partout dans le monde, et la défense contre cette menace pose de tels enjeux économiques, politiques, diplomatiques et militaires (en plus de l'évidente sphère technologique) que l'évolution des événements en Corée s'avèrera cruciale pour la réflexion stratégique de très nombreuses puissances dans le monde. Les incertitudes du nouveau statu quo en péninsule coréenne fournissent une marge de manœuvre au régime de Kim Jong-un que l'isolation pousse à l'escalade, mais alors que Séoul est le théâtre d'une crise politique sans précédent, les risques sont considérables.

LES RAPPORTS DU GRIP

- 2013/9 **Arms Transfers to The Syrian Arab Republic : Practice and Legality**,
Mélanie De Groof, 56 p., 8 €
- 2013/10 **Un New Deal pour le marché européen de la défense ? La position de la Commission en vue du Conseil européen de décembre 2013**, Quentin Genard et Sabine Sarraf, 24 p., 6 €
- 2013/11 **Groupes armés actifs en R. D. Congo – Situation dans le « Grand Kivu » au 2^e semestre 2013**, Georges Berghezan, 36 p., 6 €
- 2014/1 **L'Iran et la question syrienne – Des « Printemps arabes » à Genève II**, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 32 p., 6 €
- 2014/2 **Le programme nucléaire iranien : Rétrospective sur les accords conclus avec l'AIEA et le « P5+1 »**, Bérangère Rouppert, 35 p., 6 €
- 2014/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – compendium 2014**, Sophie Durut et Luc Mampaey, 52 p., 8 €
- 2014/4 **Répertoire des entreprises du secteur de l'armement en Belgique**, Louis Discors et Luc Mampaey, 48 p., 7 €
- 2014/5 **Initiatives de l'UE pour le contrôle des armes légères : vers une meilleure coordination**, Cédric Poitevin, 40 p., 7 €
- 2014/6 **Le traçage des armes sur les lieux de conflits : leçons et perspectives**, Claudio Gramizzi, 22 p., 6 €
- 2014/7 **Au vent mauvais : Comment la vente des Mistral à la Russie sape les efforts de l'Union européenne**, Roy Isbister et Yannick Quéau, 20 p., 6 €
- 2015/1 **Quelle place occupe la Turquie sur les marchés de défense ?**, Yannick Quéau, 28 p., 7 €
- 2015/2 **Armes artisanales en RDC : enquête au Bandundu et au Maniema**, Georges Berghezan, 44 p., 7 €
- 2015/3 **Groupes armés au Katanga : épice de multiples conflits**, Georges Berghezan, 38 p., 7 €
- 2015/4 **Traité de non-prolifération nucléaire : l'échec de 2015 mènera-t-il au succès de la première commission ?**, Jean-Marie Collin, 32 p., 6 €
- 2016/1 **Conseil de coopération du Golfe, une politique de puissance en trompe-l'œil**, Léo Géhin, 32 p., 6 €
- 2016/2 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2015**, Luc Mampaey et Christophe Stiennon, 56 p., 8 €
- 2016/3 **Armes nucléaires américaines en europe : les raisons du statu quo**, Maïka Skjønsberg, 48 p., 8 €
- 2016/4 **Contrôle de l'utilisation finale des armes: pratiques et perspectives**, An Vranckx, 36 p., 6 €
- 2016/4 **Containing diversion: arms end-use and post-delivery controls**, An Vranckx, 40 p., 6 €
- 2016/5 **Le Japon, nouvel exportateur d'armements : histoire, régulations et perspectives stratégiques**, Bruno Hellendorff, 48 p., 8 €
- 2016/6 **Résumé du SIPRI Yearbook 2016 - Armements, désarmement et sécurité internationale**
Traduction GRIP, 32 p., gratuit
- 2016/7 **Rapport de forces au Haut-Karabakh Frictions, dissuasion et risque de déflagration**, Léo Gehin, 36 p., 6 €
- 2016/8 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2016**, Luc Mampaey et Christophe Stiennon, 51 p., 8 €

Abonnez-vous en quelques clics aux « Rapports du GRIP » : www.grip.org
10 numéros par an pour 60 € (frais de port inclus)

CRISE NORD-CORÉENNE

Diplomatie, menace nucléaire et défense antimissile

Pendant la seule année 2016, Pyongyang a procédé à deux essais nucléaires et à un nombre record de tests de missiles balistiques. La question se pose, avec peut-être plus d'acuité que jamais, de savoir comment faire face à cette crise coréenne qui n'en finit pas. Les sanctions internationales n'ont pas amené Pyongyang à amender sa position. Pas plus que les pressions diplomatiques et démonstrations de force. Alors que l'objectif d'une dénucléarisation « totale, vérifiable et irrémédiable » de la Corée du Nord apparaît de moins en moins crédible, ses voisins investissent de plus en plus dans les moyens de se défendre contre ses missiles.

La défense anti-missile apparaît dès lors comme une nouvelle variable clé de cette crise nucléaire coréenne. Elle consacre et répond à l'incertitude stratégique suivante : comment assurer la stabilité d'une région qui assure le plus gros de la croissance économique mondiale lorsqu'en son cœur, Pyongyang « joue » avec le feu nucléaire ? Moscou et Pékin craignent que le déploiement d'un système anti-missile américain « THAAD » en Corée ne porte atteinte à la crédibilité de leur propre outil de dissuasion. Pour la Corée du Nord, le déploiement de ce système « équivaut à risquer un désastre nucléaire ».

Ce rapport cherche à fournir au lecteur l'essentiel des références et éléments de contexte nécessaires à la compréhension de la crise nord-coréenne. Une première partie se penche sur les fondamentaux de la production et de la vectorisation d'armes nucléaires ; une deuxième sur les capacités nucléaires et balistiques nord-coréennes ; la troisième sur l'historique de la problématique atomique en Corée ; la dernière enfin sur la réponse internationale au défi que pose le régime de Pyongyang. Ce rapport compile de la sorte les deux analyses publiées par le GRIP en novembre 2016, avec une introduction et conclusion nouvelles.



Bruno Hellendorff est chercheur au GRIP, où il coordonne les activités du programme « Paix et sécurité en Asie-Pacifique ». Ses recherches portent principalement sur les enjeux stratégiques en Asie-Pacifique, les programmes de modernisation militaire asiatiques, l'industrie de défense et la politique étrangère de l'Indonésie.



Thierry Kellner est Docteur en relations internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève ; maître de conférence à l'ULB, chercheur associé à plusieurs centres de recherches de l'ULB (REPI, EAST, CECID, OMAM, IEE) ainsi qu'au GRIP. Il est l'auteur de nombreuses études portant entre autres sur la politique étrangère de la Chine, la géopolitique de l'Asie centrale, le golfe Persique, l'histoire et la politique asiatique de l'Iran.